



CYBERCRIMINALITÉ

# LES MISES EN GARDE DE BELHIMER

Page 2

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

**185 NOUVEAUX CAS DURANT CES DERNIÈRES 24 HEURES**

Page 5

ISSN : 1112-7449

# MIDI



L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 4202 | Mercredi 24 février 2021 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

VIGNETTE AUTOMOBILE

**DÉBUT DE L'ACQUITTEMENT POUR L'ANNÉE 2021**

Page 4

**SELON SABRI BOUKADOUM**

# LES NOUVEAUX DIRIGEANTS LIBYENS BIENTÔT EN ALGÉRIE

Page 3



Ph : DR

PROMOTION DE 10 NOUVELLES WILAYAS

**VERS PLUS DE DÉPUTÉS À L'APN**

Page 5



BAISSE DE LA PRODUCTION D'HYDROCARBURES

**L'EXPLICATION DE MOURAD PREURE**

Page 4

## CYBERCRIMINALITÉ

## Les mises en garde de Belhimer

*Le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Ammar Belhimer, a souligné hier l'"urgence" de faire face à la cybercriminalité en se focalisant sur la garantie de la souveraineté cybernétique basée sur la production d'un contenu national "qualitatif" sur les sites électroniques et les plateformes universitaires.*

PAR CHAHINE ASTOUATI

**"** Vu que 70% des Algériens consultent la presse électronique, il est devenu urgent de faire face à la cybercriminalité, en se focalisant sur la garantie de la souveraineté cybernétique, basée sur la production d'un contenu national qualitatif et les plateformes universitaires et la sécurisation du réseau, en vue de consacrer la souveraineté de l'Etat", a indiqué M. Belhimer dans un entretien accordé au quotidien national Cresus.

En ce sens, le ministre a exigé la domiciliation dans le domaine des sites électroniques régis par le décret exécutif relatif aux modalités d'exercice de l'activité d'information en ligne, et de diffusion de mise au point ou rectification sur le site électronique.

Pour M. Belhimer, la sécurisation des plateformes web et sites électroniques est un "enjeu fondamental", citant à cet effet un audit des sites web institutionnels réalisé par l'Observatoire du groupement algérien des acteurs du numérique.

Il a ainsi relevé, que "le certificat SSL constitue une des protections les plus indispensables à déployer sur un site web", faisant remarquer que "85% des sites web audités ne disposent pas de ce certificat et ce, en dépit des assurances réitérées par le ministère".

M. Belhimer a expliqué, que "depuis l'arrivée en masse des réseaux sociaux, je dis bien sociaux et je préfère cette expression à celle en vigueur, la Constitution algérienne déclare inviolables et protégés par la loi, la vie privée et l'honneur du citoyen", ajoutant qu'elle "garantit le secret de la correspondance et de la communication privée".

Le ministre a ajouté, que ces "grandes catégories de droit" sont énoncées dans la nouvelle Constitution, adoptée en novembre 2020, précisant à cet égard "qu'en droit, la vie privée est circonscrite à trois éléments de la personnalité: le respect des comportements, de l'anonymat et de la vie relationnelle". M. Belhimer s'est ainsi dit "favorable à un renforcement de leur protection par l'édictation des peines les plus lourdes, quel que soit le mobile ou le statut social de l'agresseur", estimant que "c'est d'autant plus nécessaire que le phénomène n'épargne personne et prend des proportions alarmantes".

A une question sur les Fonds d'aide à la presse, gelés depuis 2014, il a indiqué qu'il est envisagé de les "réactiver pour notamment accompagner la transition du papier au numérique, soutenir les efforts de formation et de perfectionnement", soulignant que "la Loi de finance complémentaire est, au plan procédural, le moment idoine pour le faire". S'agissant de l'Autorité de régulation de la presse écrite, prévue par la loi de 2014, M. Belhimer l'a



qualifiée "d'obsolète au regard de l'absence de référence internationale en la matière et à l'avènement du nouveau cadre constitutionnel".

Il a indiqué avoir envisagé, en lieu et place de cette Autorité, un "Conseil national de la presse écrite ayant en charge la délivrance de la carte de presse, les arbitrages en cas de manquements aux règles éthiques et déontologiques et la +médiation+ que commande une équitable répartition de la

manne publicitaire selon une formule qui assure que le champ médiatique reste ouvert, à l'abri de tout monopole, tout en récompensant le mérite".

Enchaînant sur les grands chantiers de la réforme initiés par son département, le ministre a précisé, que ces chantiers tiennent de deux grandes préoccupations, à savoir le raffermissement de l'exercice démocratique et l'encadrement juridique des activités de communication. Il a expliqué

qu'au titre de la première préoccupation, avoir retenu "le renforcement du cadre référentiel (au titre de la vision constitutionnelle), la préservation du cadre pluriel et concurrentiel de l'activité de communication (loin des abus de positions dominantes et des concentrations), le développement de la communication institutionnelle, le développement de la communication de proximité.

Au titre de l'encadrement juridique des activités de communication, il a cité "la codification de l'activité de presse électronique multimédias (écrite, web radio et web télé), une loi sur la publicité, l'encadrement de l'activité de sondage d'opinion, une assise juridique pour les agences de communication, l'autorégulation de la presse écrite : Conseil national de la presse écrite (CNPE), le rapatriement juridique et technologique des chaînes de télévision privées".

"Des dix chantiers, initiés il y a un peu plus d'un an, c'est celui de la réhabilitation du professionnalisme et de l'éthique et de la déontologie -les trois vont ensemble- qui me tient le plus à cœur", a précisé le ministre, avant de conclure : "J'ai initié cette réhabilitation sur la base d'une démarche inclusive et résiliente, pour concilier deux grandes catégories juridiques qui me paraissent commander un exercice apaisé de ce noble métier : la liberté et la responsabilité.

L'une ne va pas sans l'autre dans une société démocratique".

C. A.

## ACHARNEMENT SUR L'ALGÉRIE

## Les spécialistes appellent à "l'unification des rangs"

PAR RACIM NIDHAL

L'unification des rangs et la consolidation du front interne ont été préconisées, à Alger par des spécialistes et des experts, afin de contrer l'acharnement, "piloté par des lobbies", pour déstabiliser l'Algérie et ses institutions constitutionnelles, et semer les graines de la méfiance parmi le peuple.

Intervenant au Forum de la Radio nationale sur "les cyber attaques visant la stabilité de l'Algérie", le spécialiste en droit constitutionnel, Rachid Lourari et l'analyste en questions sécuritaires, Benomer Bendjana, ont fait observer que "l'acharnement de lobbies, pilotés par des parties connues, sur l'Algérie et ses institutions constitutionnelles s'exacerbe en coïncidence avec le 2e anniversaire du Hirak populaire, et la célébration de la Journée nationale de la fraternité et de la cohésion Peuple-Armée pour la démocratie", plaçant pour "l'unification des rangs et la consolidation du front interne pour y faire face".

Pour le Pr. Lourari Rachid "la réitération de la position algérienne de rejet de la normalisation et de soutien aux causes palestiniennes et sahraouie, par président Abdelmajid Tebboune, a suscité l'ire des cercles, qui cherchent à annihiler cette pensée chez les peuples arabes, d'où l'intensification de la guerre cybernétique contre l'Algérie".

Pour sa part, l'expert sécuritaire Bendjana a mis en garde contre une "nouvelle arme" employée contre l'Algérie en l'occurrence, "des cyber attaques pilotées par des parties

connues et d'autres occultes" pour "déstabiliser l'Algérie et son institution militaire en semant les graines

de la méfiance au sein de la société et en entamant la confiance entre le peuple et l'armée, par le biais de fake news".

L'objectif, a-t-il précisé, "est d'affaiblir l'Etat, en ce sens que l'Armée est l'élément de force de tout Etat".

"Le ciblage de l'Algérie, au regard de tous ses éléments de force, est à inscrire dans le modus opéradi de groupes tendancieux, internes et externes, pour la fragiliser à travers ses frontières, protégées par l'Armée nationale populaire (ANP), d'autant qu'elles sont devenues des foyers de tension, en particulier à l'Ouest avec la présence de l'entité sioniste", a-t-il expliqué, ajoutant que cette présence constitue "le plus grand danger au vu des positions de l'Algérie".

Concernant les mécanismes à même de faire face aux cyber attaques, le constitutionnaliste Lourari a relevé "les grands défis" qui se posent au Gouvernement, recommandant la mise en œuvre d'un "programme d'urgence, induite par la conjoncture que traverse le pays, à travers la prise en charge des besoins du pays et du peuple".

Il a souligné, à ce propos, l'impératif de "rattraper" le retard accusé sur les réseaux sociaux et les plateformes numériques, en adoptant une approche "anticipative", face à toute entreprise subversive par la mobilisation des moyens matériels et humains nécessaires.

Evoquant le 2e anniversaire du Hirak populaire, il a estimé important de mettre

en avant "tout ce qui a été réalisé, à ce jour, comme revendications populaires, notamment la nouvelle Constitution et ses nouveautés pour asseoir l'Algérie nouvelle", citant également la dissolution de l'Assemblée populaire nationale (APN), "revendiquée unanimement par la classe politique et la société civile" et la libération des détenus du Hirak, "dans une démarche d'apaisement et de resserrement des rangs".

Pour cet expert, le Hirak populaire, "de par son fond et sa forme originels, ne peut que constituer un événement historique qu'il importe d'inscrire dans la Mémoire nationale et la Constitution, en tant que forme de militantisme populaire pour relever les défis, essentiellement, la consécration d'un système démocratique reflétant les ambitions du peuple".

"Son institutionnalisation Journée nationale, procède d'une grande fierté", a-t-il estimé saluant, sans ce cadre, le rôle "capital" de l'APN dans "la préservation du caractère pacifique du Hirak et sa protection contre la déviation de sa voie".

De son côté, l'expert en questions sécuritaires Bendjana a affirmé, que "l'accompagnement et l'encadrement du Hirak populaire, pacifique et intelligent, par l'Armée, n'était pas au goût de certaines parties tendancieuses qui cherchaient délibérément à lui nuire", relevant "l'absence de tout régionalisme, tribalisme et discrimination au sein de l'ANP, qui a toujours su faire face à toutes les secousses et à toutes les tentatives visant la déstabilisation de l'Algérie".

R. N.

SELON SABRI BOUKADOU

# Les nouveaux dirigeants libyens bientôt en Algérie

Les nouveaux dirigeants libyens seront bientôt en visite en Algérie, après un déplacement en Turquie et en Egypte, a annoncé Sabri Boukadoum, ministre des Affaires étrangères, dans une interview accordée à la chaîne France 24 (arabophone), ce lundi 22 février.

PAR LAKHDARI BRAHIM

“Le Premier ministre désigné (Abdel Hamid Dbeibah), et le vice-président Moussa Al-Koni m’ont contacté. Il y a une visite prévue prochainement en Algérie”, a-t-il annoncé.

Les parties libyennes ont, selon lui, pris en compte les conseils et le plan du président Abdelmadjid Tebboune relatifs au règlement de la question de légitimité des institutions dirigeantes du pays. “Il a dès le début déclaré, qu’une élection présidentielle devait se tenir. Cette question a été tranchée lors du dialogue de Genève”, a précisé Sabri Boukadoum.

## “La solution passe par la tenue d’élections générales en Libye”

Abdelmadjid Tebboune a, lors du discours Radio télévisé du 18 février, rappelé l’attachement de l’Algérie à la tenue d’élections générales (présidentielle et législative), prévues le 24 décembre 2021. “Nous avons toujours dit que le problème est entre les Libyens. Nous ne sommes du côté d’aucune partie. La solution passe par la tenue d’élections générales en Libye. C’est la mission de la nouvelle direction du pays”, a déclaré le chef de l’Etat.

Le 5 février 2021 à Genève, 74 délégués, désignés par les Nations Unies dans le cadre du Forum de dialogue politique libyen, ont élu quatre personnalités pour diriger la Libye, après des années de tirailllements entre les pouvoirs de Tripoli et de



Benghazi, entre le gouvernement de Faiz Al Saradj et le général Khalifa Haftar, autoproclamé chef de l’Armée.

## “Le rôle de l’Algérie est de contribuer à rétablir la confiance entre les Maliens”

Sabri Boukadoum est revenu sur la 42e session du Comité de suivi de l’Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d’Alger (CSA), tenue à Kidal, au nord du Mali, le jeudi 11 février 2021

“Cette réunion s’est déroulée pour la première fois en dix ans, six ans après les Accords d’Alger (2015). Nous nous sommes entendus sur une feuille de route. Chaque partie a des devoirs, le gouvernement de Bamako autant que les organisations qui ont signé l’Accord d’Alger. Nous suivons de près toutes les procédures engagées. Le rôle de l’Algérie est de contribuer à rétablir la confiance entre les maliens. Cela est important pour la sécurité du Mali et de l’Algérie”, a-t-il souligné.

Il a rappelé, que les villes de Kidal et de Gao ne sont pas loin des frontières algériennes, et que des Diplomates algériens

ont perdu la vie à Gao (kidnappés et tués par un groupe terroriste).

## “Il y a une grande opportunité pour les jeunes”

Interrogé sur le Hirak, le ministre a répondu en disant que le droit de manifester est garanti en Algérie. Il a évoqué les circonstances actuelles de la pandémie de Covid-19. “Il y a des mesures spéciales qui sont appliquées pas uniquement en Algérie, mais dans des pays développés se présentant comme démocratiques. Hier, une manifestation n’a pas été autorisée à Paris. Idem à New York pour des considérations sanitaires strictes. En Algérie, il y a un grand succès dans la lutte contre la pandémie. Nous devons continuer sur ce parcours de protection sanitaire des citoyens”, a-t-il dit. Selon lui, il y a une occasion pour tous ceux qui veulent changer les choses en Algérie après la dernière révision de la Constitution (1er novembre 2020). “Il y a une grande opportunité pour les jeunes, surtout après la décision courageuse du président de la République, de dissoudre le Parlement, de s’exprimer, de contribuer au changement et de mener les

réformes qu’ils veulent”, a-t-il dit. Sabri Boukadoum a estimé, que la dissolution de la chambre basse du Parlement (APN), permettra d’engager un investissement sûr en les jeunes. “La construction de la confiance entre tous les citoyens mérite tous les investissements. Ce n’est pas une question de dépenses. Le citoyen doit décider de son avenir. Les citoyens -les jeunes surtout-, ont une occasion pour changer eux-mêmes les choses. Nous vivons tous en Algérie et nous n’avons pas de pays de substitution”, a-t-il noté.

Il a précisé, que le prochain gouvernement sortirait de la majorité de l’APN élue. “Il aura à appliquer son programme, quel qu’il soit, mènera des réformes dans tous les domaines”, a-t-il assuré.

Les jeunes peuvent, selon lui, créer des associations, des partis ou des organisations, adhérer à des ONG, pour exprimer leurs préoccupations sociales, économiques ou politiques.

La libération des détenus du Hirak exprime, selon lui, une bonne volonté du président Abdelmadjid Tebboune, d’apaiser les esprits, de changer les choses et “de faire des pas attendus par les Algériens, en vue de renforcer la cohésion entre les eux”.

L. B.

## Eaux minérales

# Une hausse de prix jugée excessive

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

Le prix des eaux minérales a subi une hausse inattendue. Les différentes marques ont augmenté ainsi de 20 DA, le prix de la bouteille sans consulter les pouvoirs publics sur ce sujet. Les associations de défense des consommateurs comptent saisir le gouvernement sur cette question.

Il y a en effet depuis quelques semaines que les prix de la bouteille de l’eau minérale ont subi une augmentation de 3 DA. Pour arrondir les chiffres, les commerçants cèdent le prix du fardeau à 200 DA, alors que le maximum était à 180 DA.

L’Association des producteurs de boissons (APAB) n’a fait aucun communiqué se rapportant à cette hausse, alors que d’habitude, cette information est vitale pour les consommateurs. Comme argument, l’APAB a indiqué que “la hausse des prix de l’eau minérale est due à

l’augmentation de la redevance de l’exploitation du domaine hydraulique public”. Cette taxe est passée de 1,05 à 2,07 DA, ce qui a induit pour les producteurs des charges qu’ils ont répercuté sur le prix de la bouteille. Chez certains commerçants, le prix serait entre 30 et 35 DA, selon les régions, alors que le prix fixé par l’APAB, en accord avec le ministère du commerce, ne devrait pas excéder les 25 DA. Sur ce point, c’est la confusion. D’un côté, les prix pratiqués sont aléatoires ou parfois le fardeau de 6 bouteilles coûte 170 DA et parfois à 190 DA, selon l’appréciation des marques et d’autre part, c’est le ministère du Commerce qui précise ces détails à la vente.

L’Apoce a déclaré sur son site que “cette hausse est déloyale et n’obéit pas aux règles de la bonne concurrence”, estimant que “pour protéger le pouvoir des consommateurs, il aurait été utile de bais-

ser le taux de TVA et non augmenter une taxe sur l’exploitation”. Pour l’Association des commerçants et artisans (ANCA), “les producteurs sont libres d’augmenter leurs prix”, soutenant que “le marché reste libre de toute contrainte”. Sauf que dans la situation actuelle, c’est l’Etat qui fixe certaines règles sur les tarifs de certains produits, même si ces derniers ne sont pas subventionnés.

Or, à aucun moment, il a été indiqué que le prix de l’eau minérale allait connaître une augmentation d’autant que la loi de Finances de 2021 ne l’avait pas prévu. Les Associations de défense des consommateurs dont l’Apoce ne comptent pas rester les bars croisés. Ils vont entamer des contacts avec les différents ministères, et le plus concerné est celui du Commerce pour lui soumettre une requête sur cette hausse.

F. A.

## Hocine Zaïr, nouveau DG de l’Algérienne des eaux

Le secrétaire général du ministère des Ressources en eau, Ismail Amirouche, a nommé Hocine Zaïr nouveau Directeur général de l’Algérienne des eaux (ADE), ont rapporté hier plusieurs médias.

Le nouveau Directeur général de l’ADE a remercié le ministre des Ressources en eau, Mustafa Kamel Mihoubi, pour sa confiance.

Il a ajouté qu’aucun effort ne sera épargné, avec l’aide de tous les cadres de l’entreprise, pour poursuivre les réalisations et les projets, afin de faire progresser le service public de l’eau potable, selon la même source.

R. N.

BAISSE DE LA PRODUCTION D'HYDROCARBURES

# L'explication de Mourad Preure

L'expert en pétrole, Mourad Preure, a expliqué, hier mardi, la baisse de production d'hydrocarbures en Algérie. Il faut rappeler que le ministre de l'Energie sortant avait indiqué, que la production d'hydrocarbures a baissé de 8% en 2020.

PAR RIAD EL HADI

**M**ourad Preure a rappelé que les hydrocarbures "c'est une industrie de long termes". "Ce que vous n'avez pas fait il y a 15 ans, vous en subissez les conséquences aujourd'hui. C'est un effet mécanique", a expliqué l'expert en pétrole sur les ondes de la Chaîne 3.

Selon lui, la baisse de la production s'explique par le fait qu' "on a ralenti l'investissement dans l'exploration-production et on a surexploité les gisements". "Un gisement comme Hassi R'mel, c'est la pression qui fait monter le gaz. Lorsque vous sortez un 10 mètres cube de gaz à la pression de 100 barres de Hassi R'mel, vous devez prendre les liquides qui sont avec le gaz (GPL, condensats...), ensuite, à peu près la moitié de ce gaz, il faut le comprimer au-dessus de 100 barres et le remettre dans le gisement pour maintenir sa pression", a-t-il expliqué.

Mourad Preure a qualifié "d'inacceptable", le fait qu'on a réduit la quantité de gaz qui devait être réinjectée dans le gisement de Hassi R'mel pour maintenir sa pression. Selon lui, ce gisement a souffert.

## Le gisement de Hassi R'mel a été "malmené"

L'expert a estimé, qu'on a mal négocié le contrat de Gassi-Touil. Selon lui, les volumes de gaz de ce gisement devait arriver en 2009 ce qui est toujours le cas. "C'est Hassi R'mel qui a compensé ces volumes", a-t-il fait savoir. M. Preure a ajouté que Hassi R'mel a été "malmené". "Il décline et c'est normal. Ça ne veut pas dire que ce déclin est irréversible", a-t-il dit, en soulignant que Sonatrach est en train de faire des études de réservoirs (engineering, génie du gisement, géophysique...), pour mieux comprendre la situation actuelle et l'état actuel du gisement et apporter les remèdes, et la phase trois du boosting du gisement est arrivée. "Tout ça fait que, il y a un effort et une action pour soigner ce gisement qui a beaucoup souffert", a-t-il ajouté.

Mourad Preure fait le même constat concernant le gisement pétrolier de Hassi Messaoud. Selon lui, le gaz qui devait être réinjecté dans le gisement a été dirigé vers l'exportation. "C'est inacceptable tout ça", s'est-il insurgé. "Et c'est normal. Non seulement vous n'investissez pas, mais, vous malmenez vos gisements", a-t-il ajouté.

"La question qui se pose pour nous, c'est que nous disposons de ressources en hydrocarbures qui sont en train de s'épuiser, non pas parce que le potentiel n'est pas là, mais, parce que les investissements d'il y a 15 ans n'ont pas été faits, on a manipulé de manière intempestive la législation pétrolière, et les conséquences sont que l'image de notre pays a été brouillée vis-à-vis de l'industrie pétrolière internationale, donc, ça a découragé, on a vu les appels d'offres successifs qui ont été des échecs. En fait, la loi de 86-14 de 1986 qui proté-



geait la souveraineté, qui était attractive en même temps, a été modifiée en 2005, puis en 2006 puis en 2013. Donc, l'image a été brouillée", a-t-il expliqué.

## La baisse de production amorcée quand le baril était à 100 dollars

Il a souligné, que l'industrie pétrolière est une industrie où on n'aime pas trop qu'on touche au cadre juridique parce qu'il y a suffisamment d'incertitudes et de risques géologiques, géopolitiques, financiers, commerciaux... dans cette industrie.

Selon lui, le choc baissier de 2014 nous a mis devant une vérité, à savoir, la baisse de nos volumes.

"Auparavant, on n'était pas conscient, parce que les volumes des exportations baissaient, et cette baisse était corrigée par les prix du pétrole élevés. Dès lors que les prix du pétrole ont baissé, nous, on s'est aperçu que notre production était en train de baisser", a-t-il expliqué.

"Cette baisse de production d'hydrocarbures en Algérie n'a pas été amorcée hier, mais quand le baril était à 100 dollars, et nous, on s'en est pas aperçu", a indiqué l'expert qui trouve anor-

mal qu'on soit dépendant des fluctuations du marché pétrolier. Il a rappelé le choc violent encaissé par le marché pétrolier, dont les prix étaient négatifs en avril 2020, en raison de la pandémie du coronavirus (Covid-19).

Pour Mourad Preure, le niveau actuel des prix du pétrole n'est pas "robuste". Selon lui, parce qu'il y a la vague de froid aux Etats-Unis qui a arrêté 40% de la production américaine, et il y a aussi les pays de l'OPEP+ qui ont baissé leur production de 7 millions de barils/jours.

L'expert en pétrole a estimé que le pétrole algérien est compétitif en matière de qualité, mais, nous ne sommes pas compétitifs en matières de volumes. "Nous n'avons pas les moyens de déployer d'importants volumes aujourd'hui. Parce que, nos installations et nos gisements on souffert", a-t-il dit, en ajoutant que le potentiel du sous-sol algérien est "intéressant".

## "On consomme 46 milliards de mètre cube de gaz annuellement"

L'expert en pétrole a également évoqué le problème de la consommation énergétique,

qui a explosé carrément ces dernières années et menace sérieusement les exportations. "On consomme 46 milliards de mètre cube de gaz annuellement, soit une augmentation de 53 % depuis 2009, c'est excessif", a-t-il dit.

"Cela ne correspond pas à la production de richesse. Nous avons une intensité énergétique, c'est-à-dire, la consommation d'énergie par rapport à la création de richesse qui est deux fois supérieures à celle des pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). Nous consommons deux fois plus d'énergie pour produire une unité de richesse. C'est inacceptable", a-t-il précisé. Pour Mourad Preure, l'Algérie doit diversifier ses ressources énergétiques. Il faut que Sonatrach s'oriente pour être le grand leader dans la transition énergétique, a-t-il indiqué, parce que la véritable force de l'Algérie, a-t-il ajouté, c'est son ensoleillement, qui est exceptionnel 3.500 heures par ans sur 86 % du territoire national. Il a estimé que l'Algérie a les moyens de s'imposer, dans les 20 prochaines années, comme un leader de la transition énergétique.

R. E.

VIGNETTE AUTOMOBILE

## Début de l'acquittement pour l'année 2021

PAR IDIR AMMOUR

La vente de la vignette automobile, pour l'année 2021, est de retour, mais dans le délai initial cette fois-ci. Plus précisément du lundi 1er mars au Mercredi 31 Mars 2021.

Pour rappel, la Direction générale des impôts (DGI), avait annoncé l'année précédente la prolongation au 31 mai du délai de l'acquisition de la vignette automobile 2020, en raison de la propagation de la pandémie du coronavirus, Covid-19. Pour cette année, les choses semblent maîtrisées par l'administration fiscale, informant les propriétaires des véhicules, que la période légale d'acquittement des vignettes automobiles pour l'année 2021, débutera le lundi 1er mars à huit heures (08 H 00)

et prendra fin le mercredi 31 mars 2021 à seize heures (16 H 00).

Concernant les prix, il semble qu'ils demeurent inchangés par rapport à l'année précédente, puisqu'aucune précision n'a été donnée par l'Administration fiscale. Les vignettes automobiles sont disponibles auprès des recettes des impôts et bureaux de postes. Pour cela, la Direction générale des impôts a mobilisé tous les moyens, pour que cette opération se déroule dans de meilleures conditions. A cet effet et afin d'éviter tout désagrément éventuel notamment la formation de files d'attente devant les points de vente des vignettes, les propriétaires des véhicules sont invités à ne pas attendre les derniers moments, pour s'acquitter de cette obligation légale. "Il est important de signaler

que toute vignette automobile achetée et non conforme au tarif légal, tel que mentionné dans le tableau des tarifs annexé au présent communiqué, entraîne le retrait de la carte d'immatriculation, qui ne sera restituée au propriétaire, qu'après présentation d'une vignette conforme, majorée d'une amende de 100 %.

C'est pourquoi, les automobilistes sont priés de s'assurer du tarif légal de la vignette, avant son acquisition", avertit la DGI. Enfin, il y a lieu de signaler, qu'en vertu des dispositions de l'article 308 du Code du timbre, le défaut d'apposition de la vignette sur le pare-brise du véhicule, donne lieu à l'application d'une amende fiscale, égale à 50 % du montant de cette vignette.

I. A.

PROMOTION DE 10 NOUVELLES WILAYAS

# Vers plus de députés à l'APN

Les élections législatives anticipées, qui auront lieu probablement dans trois mois, seront certainement marquées par plusieurs nouveautés. Une de ses nouveautés concerne le nombre des circonscriptions électorales.

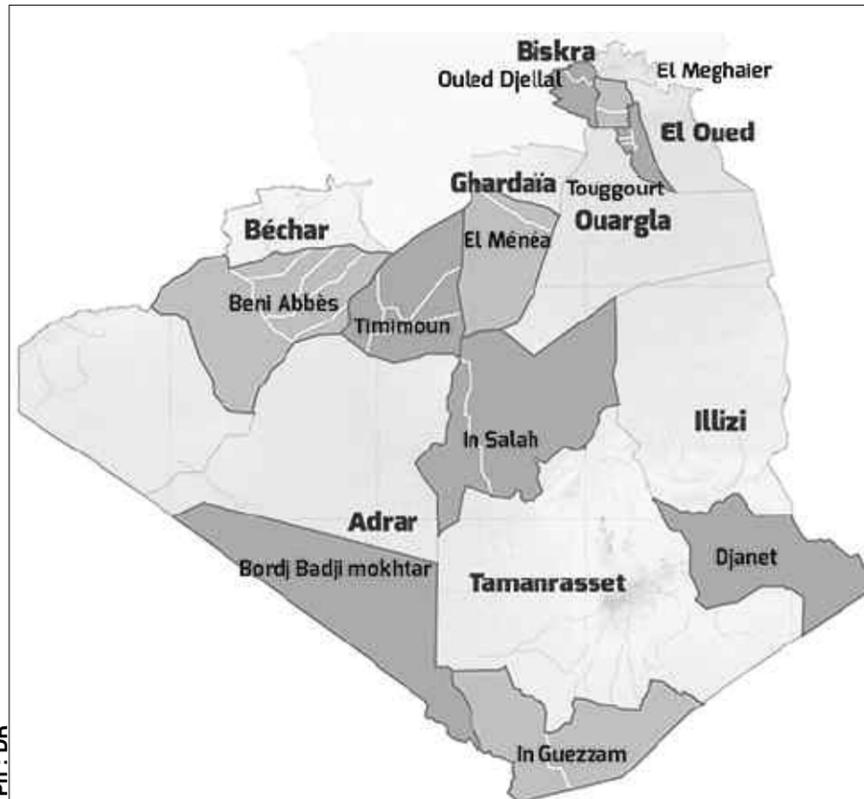
PAR KAMAL HAMED

En effet, avec la récente promotion de dix nouvelles wilayas, il est évident que ces dernières entités seront considérées comme de nouvelles circonscriptions électorales. Par voie de conséquence, elles seront représentées à la future Assemblée populaire nationale (APN). Le nombre de sièges de l'APN sera, ainsi, probablement revu à la hausse. Ce nombre actuellement estimé à 462 risque ainsi d'augmenter de plusieurs dizaines de nouveaux sièges. En tout cas, la réflexion est sérieusement engagée par les pouvoirs publics, à l'effet de régler cette nouvelle donne.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a, pour rappel, décidé jeudi dernier, de promouvoir 10 circonscriptions administratives du Sud du pays en wilayas.

Ces dix nouvelles wilayas sont Timimoun, Bordj Badji Mokhtar, Ouled Djellal, Beni Abbès, In-Salah, In-Guezzam, Touggourt, Djanet, El Meghaier et El Menia.

Dans la même décision, le président Tebboune a aussi nommé les walis et les secrétaires généraux de wilayas de ces nouvelles entités administratives. Ainsi donc, le nombre de wilayas à l'échelle nationale, passe de 48 à 58. Avec 48 wilayas, le nombre de sièges à l'APN était de 462 sièges. Il est donc normal, que ce nombre augmente avec ce nouveau découpage administratif. Les Autorités publiques



Ph. DR

sont donc tenues de s'adapter à cette nouvelle donne, avant la tenue des élections législatives anticipées. Le débat est en tout lancé et certains spécialistes de la question avancent, d'ores et déjà, le nombre de sièges qui seront attribués à ces nouvelles wilayas.

"Chaque wilaya aura 5 sièges à la future APN", a indiqué un juriste. Ce qui correspond en tout à 50 nouveaux sièges. A en croire ce juriste, le nombre de sièges de l'Assemblée va grimper de 462 sièges, pour atteindre 512 sièges.

Un chiffre astronomique qui risque d'alourdir encore davantage l'enveloppe financière, consacrée au fonctionnement de la Chambre basse et aux salaires des députés, et ce dans un contexte marqué par la rareté des ressources financières. Avec la chute du prix du baril de pétrole, l'Algérie

traverse une grave crise financière, qui s'est alors répercutée sur ses réserves de changes, qui n'ont cessé de s'amenuiser au fil de ces dernières années, et risquent de se tarir définitivement dans un peu plus d'une année.

Certes, la situation a poussé le gouvernement à plaider pour une rationalisation de la dépense publique. C'est dire, que les pouvoirs publics se retrouvent face à un terrible dilemme. Comment parer à cette situation ?

Rien n'a filtré jusqu'à présent, puisque la réflexion n'est qu'à son début. Mais, il est sûr que le Sud du pays, qui a longtemps souffert de la marginalisation, sera mieux représenté dans la future Assemblée populaire, qui sera issue des élections législatives anticipées.

K. H.

SALON DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

## Alger renoue avec les événements IT

Le Salon des technologies de l'information et de la communication, ICT Maghreb, se tiendra du 15 au 17 mars prochain au Palais de la Culture Moufidi ZAKARIA, à Alger, sous le parrainage du ministre de la Poste et des Télécommunications, ainsi que du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie du savoir et des Start-ups.

Organisé par Prolinkom Consulting et MMC Communication, ce Salon professionnel convie l'ensemble des acteurs

nationaux et internationaux du Numérique, en Algérie et dans la région du Maghreb. Une centaine d'exposants est attendue pour ce carrefour d'échanges, entre fournisseurs et donneurs d'ordre de premier rang. Entreprises, experts, Start-uppeurs, étudiants et médias, se côtoieront également au sein des espaces du salon. L'événement, qui constitue une véritable rencontre Networking, engendrera des opportunités d'affaires pour les opérateurs du secteur entre Télécoms, fournisseurs de services

Internet et de matériel informatique, intégrateurs, éditeurs de logiciels, équipementiers, institutions financières et organisations gouvernementales. Une trentaine de conférences et ateliers sont programmés, sur les trois jours du Salon.

Bien entendu, la sécurité sanitaire demeure notre priorité, aussi bien pour les exposants que pour les visiteurs, face à ce contexte pandémique. Un protocole spécial-COVID est prévu pour la circonstance.

R. N.

RAPATRIEMENT

## Vers la suspension des vols internationaux en mars

L'opération de rapatriement des Algériens bloqués à l'étranger pourrait être suspendue durant tout le mois de mars prochain, a rapporté, ce mardi 23 février 2021, le site spécialisé Visa-Algérie, citant des sources concordantes.

Prévue initialement pour rapatrier plus de 25.000 ressortissants algériens bloqués à l'étranger, l'opération de rapatriement

devrait connaître un coup d'arrêt en mars, en raison de la propagation des nouveaux variants du coronavirus Covid-19 en Europe, explique la même source.

Les Compagnies aériennes étrangères opérant en Algérie auraient reçu, avant-hier lundi, une note de la Direction de l'aviation civile algérienne, les invitant à prendre leurs dispositions, selon le même

média. Par ailleurs, plusieurs Compagnies aériennes françaises, notamment ASL Airlines, ont annoncé des vols spéciaux entre l'Algérie et la France, pour le mois de mars prochain. A noter que les vols de rapatriement opérés par Air Algérie s'effectuent, actuellement, depuis Paris à raison de trois vols par jour.

R. N.

COVID-19

## 389 cas d'agressions contre les médecins recensés

Le directeur des Affaires criminelles et des Grâces au ministère de la Justice, Mohamed Houdoud, a révélé, hier, une augmentation du nombre d'agressions contre des médecins en Algérie, au cours des premiers mois de la pandémie du coronavirus. Il a expliqué que 389 cas liés aux agressions de médecins ont été enregistrés, tandis que la justice a statué dans 349 cas liés à des agressions contre des professionnels de la santé. Il a rapporté que 135 médecins avaient été agressés à l'intérieur des hôpitaux.

Le représentant du ministère de la Justice a ajouté, que 477 personnes ont été suivies dans des affaires liées à des agressions contre des professionnels de la santé, 375 personnes ont été condamnées et 45 d'entre elles ont bénéficié de l'innocence.

Mohamed Houdoud a souligné, que le ministère de la Justice tient à humaniser les prisons, car les juges visitent les prisons quotidiennement pour déterminer leur statut.

ORGE FOURRAGÈRE

## L'Algérie achète 150.000 tonnes

L'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), a acheté environ 150.000 tonnes d'orge fourragère, destinées à l'alimentation animale d'origine optionnelle, rapporte l'agence Reuters, qui cite des négociants européens.

Cet achat a été effectué dans le cadre d'un appel d'offres, qui a été clôturé le 30 janvier dernier. La date d'expédition est prévue entre le 16 et le 28 février.

L'Algérie a multiplié, depuis le début de l'année, les achats de céréales. Après avoir acheté plus d'un million de tonnes de blé tendre en janvier dernier, l'OAIC a lancé récemment, un nouvel appel d'offres pour l'achat de 50.000 tonnes de blé tendre. Pour cette opération, l'OAIC a fixé le délai de livraison entre le 21 mars et le 31 mars, pour tout fournisseur européen, et du 21 février au 15 mars, pour les fournisseurs d'Amérique du Sud ou d'Australie, avec l'obligation de décharger le blé aux ports de Mostaganem et Tenès, à l'Ouest du pays.

R. N.

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

## 185 nouveaux cas durant ces dernières 24 heures

185 personnes contaminées au Covid-19, 157 guéries et 3 décès, ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé hier 23 février à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus, le Dr Djamel Fourar.

L'Algérie totalise, désormais, 112.279 contaminations depuis le début de l'épidémie, dont 2.967 décès, a également fait savoir le Dr. Djamel Fourar.

Le bilan officiel est toujours en baisse, et ce depuis le 11 février, où 267 contaminations ont été enregistrées. Le nombre de contaminations évoluait en dents de scie, mais restait inférieur à 300 personnes par jour depuis le début de l'année en cours.

**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU DE LA WILAYA DE SETIF  
NIF : 41000600001932 / TEL : (036) 66 45 26 / FAX : (036) 66 45 24**AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE**

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N° 15/247 du 16-09-2015 complété de portante réglementation des marchés publics, le directeur de la direction des ressources en eau de la wilaya de setif informe l'ensemble des soumissionnaires ayant répondu à l'avis d'appel d'offres national restreint N° 02/2021 paru dans le journal (El ikhbariya) en date 20/01/2021 En arabe et (midi libre) en date 20/01/2021 en français pour l'attribution provisoire relatif à l'opération suivante :

Alimentation en eau potable des villages Zouaoua et Mestham à partir des deux puits Merjet Zite y compris réservoir 300 m<sup>3</sup> commune Maouklen .

Et le projet suivant :

Alimentation en eau potable des villages Zouaoua et Mestham à partir des deux puits Merjet Zite y compris réservoir 300 m<sup>3</sup> commune Maouklen .

| ENTREPRISE   | NIF             | MANTANT TTC      | DÉLAI DE RÉALISATION | OBSERVATION  |
|--------------|-----------------|------------------|----------------------|--------------|
| Idir Khelifa | 198419300002833 | 17.312.923.25 DA | 07 MOIS              | Moins disant |

EN application de l'article 82 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 incluant réglementation des marchés publics pour les autres soumissionnaires le service contractant invite ceux qui sont intéressés de se rapprocher de la direction des ressources en eau au plus tard (03) jours à compter du 1<sup>er</sup> jour de la publication de l'attribution provisoire à prendre connaissance détaillés de l'évaluation de leurs offres .

il est possible pour tous les soumissionnaires qui ont des contestations à l'égard du présent choix de présenter leurs recours auprès du comité des marchés publics de la wilaya de setif à une durée ne dépassant pas les (10) jours à compter de la 1<sup>er</sup> parution de ce présent avis on application du décret présidentiel exécutif N°15/247 du 16/09/2015.

Midi Libre n° 4202 - Mercredi 24 février 2021 - Anep 2116 003 516

**MIDI**  
MAGAZINE NATIONAL D'INFORMATION 2000



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

**MIDI**  
MAGAZINE NATIONAL D'INFORMATION 2000



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**  
**MINISTRE DE LA SANTE DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIERE**

**CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE DE BAB EL-OUED**

02 Boulevard Said TOUATI Bab El-Oued

**PREMIERE (1 ère) MISE EN DEMEURE**

- Vu le décret présidentiel n° 15-247 du 06/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service de service public ;
- Vu le contrat n°45/2019 du 07/11/2019 relatif à la réalisation des travaux de courant faible au profit du centre d'oncologie pédiatrique du CHU de Bab El-Oued, lot N° 01 : APPEL MALADE.
- Vu l'ordre de service N° 28 du 10/11/2019.
- Vu les délais de réalisation de Cinq (05) Mois.
- Vu le non respect du planning d'exécution des travaux.
- Vu le non respect des délais de réalisation des travaux.

Le Centre Hospitalo-universitaire met en demeure la société **EURL GROUPE ABDI** Sise 03 Boulevard Aissat Idir Cheraga Alger, à l'effet de finaliser les travaux reste à réaliser conformément au contrat .

Faute de quoi, il sera fait application des mesures prévues par la réglementation en vigueur.

La présente mise en demeure est applicable de la date de sa première apparition dans les quotidiens nationaux.

Midi Libre n° 4202 - Mercredi 24 février 2021 - Anep 2116 003 575

VOLONTÉ COMMUNE DE BOOSTER LA COPÉRATION TOURISTIQUE ALGÉRO-TUNISIENNE

## Plus de 2 millions de touristes algériens passaient leurs vacances dans le pays voisin

*Durant les dix dernières années, les touristes algériens ont littéralement investi ce pays voisin à vocation touristique et qui tire la majeure partie de ses rentrées en devises de ce secteur stratégique et névralgique pour l'économie tunisienne.*

En effet, l'industrie du tourisme se place au premier rang dans le développement économique de ce minuscule pays dont la superficie égale la surface de la wilaya d'Adrar. L'essor de l'économie tunisienne est essentiellement basé, donc,

sur les revenus des activités touristiques, mais également sur la production et l'exportation des produits agricoles et surtout l'huile d'olive de qualité.

Le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial a évoqué avec l'ambassadeur de la République tunisienne à Alger, Ramdhane Elfayedh, les opportunités de renforcement des relations entre les deux pays, à travers la consolidation de la coopération bilatérale dans les domaines du tourisme, de l'artisanat et du travail familial, a indiqué un communiqué du ministère. Selon la même source, le ministre a salué "les relations historiques et exemplaires entre les deux pays nourries par les ambitions des deux peuples frères". "Le secteur est à même de contribuer au renforcement des relations entre les deux pays ainsi qu'à leur concrétisation sur le

terrain de manière mutuellement bénéfique et ce, à travers la mise en œuvre des accords signés par les deux pays et la promotion des relations, notamment dans les domaines de la formation touristique et hôtelière, le e-commerce, la commercialisation de produits touristiques communs et le soutien aux relations en matière d'artisanat et de travail familial, outre l'adhésion du secteur au développement des zones frontalières, en mettant en place des structures touristiques et hôtelières génératrices d'une dynamique économique.

De son côté, l'ambassadeur tunisien a exprimé "la disponibilité de son pays à élargir les domaines de partenariat et de coopération entre les deux pays et à accélérer leur rythme en vue de promouvoir les relations bilatérales dans les domaines du tourisme, de l'artisanat et du travail fami-

lial. Les deux parties ont convenu de la tenue, dans les plus brefs délais, d'une rencontre par visioconférence entre les ministres du Tourisme des deux pays pour examiner les voies et les mécanismes de promotion des relations bilatérales en matière de tourisme, d'artisanat et de travail familial au service des deux pays".

Le nombre d'Algériens visitant la Tunisie passe de 1 à 2 millions en l'espace d'une année. En optant pour des visites régulières en Algérie pour sensibiliser les autorités et les touristes d'aller massivement en Tunisie, les ministres tunisiens qui se sont succédé au gouvernement durant ces dix dernières années visaient surtout à fidéliser la clientèle algérienne et à les inciter à se rendre constamment dans ce pays voisin à vocation touristique par excellence.

R. E.

ETAT DES LIEUX DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE EN JANVIER

## Toujours suspendue à l'évolution de la situation sanitaire

Le rebond de l'économie tricolore prend du retard. En raison des mesures de restriction et de la persistance des incertitudes qui entourent l'évolution de la situation sanitaire, l'activité française est restée 4% inférieure à son niveau d'avant-crise en janvier, selon l'Insee, soit le même niveau que celui observé au mois de décembre.

L'Institut de la statistique a, toutefois, revu à la hausse ses estimations pour la fin 2020. Contrairement à sa dernière prévision (-12% par rapport au niveau de fin 2019), l'économie française a mieux résisté que prévu lors du confinement de novembre (-8%), notamment en raison d'une chute de moins grande ampleur qu'anticipé de l'activité dans les services et malgré une consommation en retard de 15 points par rapport à son niveau d'avant-crise.

Au final, "le choc a été en grande partie cir-

conscrit aux secteurs les plus exposés aux mesures de restrictions : commerces, loisirs, hébergement-restauration, transports", écrit l'Insee.

### Nouveau recul de la consommation en janvier

De la même manière, la chute a été réduite à -4% en décembre (contre -8% attendus initialement), avec un rebond assez net de la consommation des ménages, elle-même ramenée à -4% de son niveau d'avant-crise : "Le mois de décembre a bénéficié d'achats qui avaient été reportés compte tenu de la fermeture en novembre des "non essentiels", souligne encore l'Institut.

Ajoutés à cela, une industrie très peu affectée par le confinement, l'investissement des entreprises et le commerce extérieur qui ont poursuivi leur rebond et les services qui ont

là-aussi mieux résisté. Au global, l'activité au quatrième trimestre était 5 points inférieure à son niveau de 2019.

Le report des achats de novembre constaté en décembre ne s'est, toutefois, pas poursuivi en janvier, mois au cours duquel la consommation s'est de nouveau étendue à -7% par rapport au niveau d'avant-crise. Si l'activité économique est restée stable sur le mois, ce recul de la consommation s'explique par les effets du couvre-feu avancé à 18 heures mais également par le décalage des soldes qui va sans doute reporter des achats de janvier vers février.

### Trois scénarios pour le premier trimestre 2021

En fonction de l'évolution de la situation sanitaire, l'Insee dresse trois scénarios distincts décrivant les effets de mesures de res-

triction sur l'activité économique. Le premier, qui suppose un statu quo, c'est-à-dire sans durcissement des conditions sanitaires, table sur un maintien de l'activité de janvier en février et mars. La croissance trimestrielle atteindrait ainsi 1,5% tandis que l'économie resterait de 4 points en deçà de son niveau du quatrième trimestre 2019. Dans la seconde hypothèse, un nouveau confinement semblable à celui de novembre serait décrété pour une durée d'un mois. La croissance au premier trimestre serait dès lors nulle (0%) et l'activité en retard de 5 points par rapport à son niveau d'avant-crise. Enfin, le troisième scénario imagine le même confinement mais d'une durée de sept semaines qui aurait pour conséquence un recul du PIB trimestriel de 1%. L'activité serait dans ce cas 6 points inférieure à son niveau de fin 2019.

EN DÉPIT DES DIFFICULTÉS SANITAIRES ET DE HAUSSE DU CHÔMAGE

## L'économie américaine a mieux résisté à la Covid-19

L'économie française a reculé de 8,6% en 2020, contre -3,5% pour celle des Etats-Unis. Des pays avec des fondamentaux si divergents ne pouvaient pas traverser la crise de la Covid-19 de la même manière, souligne notre chroniqueur Sébastien Laye, entrepreneur dans l'immobilier et économiste à l'Institut Thomas-More.

Le verdict pour 2020 est arrivé en termes de croissance : si le recul est un peu moins important que prévu, le PIB de la France s'est tout de même effondré de 8,6% en 2020, avec une décroissance au dernier trimestre, là où les Américains, n'affichant pas la même rechute de fin d'année, ne perdent que 3,5% sur toute l'année, avec une croissance annualisée de 4% au dernier trimestre (donc la poursuite même plus timorée du rebond depuis l'été). Comment pouvons-nous expliquer ces divergences ?

### L'économie américaine ne montrait guère de signe de faiblesse

En premier lieu, il faut comparer la solidité des deux économies avant la survenue de la crise. En janvier 2020, l'économie américaine de Trump ne montrait guère de signe de faiblesse, avec un rythme insolent de croissance à 2-3% et un chômage à 4%. La France d'Emmanuel Macron s'enfonçait déjà dans le marasme, avec une croissance

au dernier trimestre 2019 de -0,1% et une récession qui avançait à grands pas, Covid ou pas : quant au chômage, malgré le cycle d'expansion précédent, il restait obstinément au-dessus de 8%. Des pays avec des fondamentaux si divergents, depuis de nombreuses années, ne pouvaient assurément pas traverser la crise du Covid de la même manière : leur résilience intrinsèque était forcément de magnitude diverse.

Le second point est la gestion sanitaire : les restrictions et confinements ont été moins stricts aux Etats-Unis qu'en France : après une première période au Printemps assez similaire mais courte, mais qui n'a jamais été nationale (seules les grandes villes étaient concernées), les mesures sanitaires au quotidien furent beaucoup moins lourdes qu'en France. Le second confinement par exemple, n'a jamais eu lieu et ce sont plus des mesures ponctuelles qui furent de rigueur : les restaurants new yorkais par exemple, ont accueilli des clients à leur terrasse dès Juin, et auront l'autorisation dans les prochains jours de les recevoir à l'intérieur.

### Soutien colossal à l'économie US pour éviter l'effondrement

On pourrait arguer d'une inconscience médiocrale, mais les faits sont cruels : rapportés

au nombre d'habitants, les Américains n'ont pas eu plus de décès qu'en France (malgré une population à risque, notamment d'obèses, plus grande que chez nous). Enfin, le pays se mobilise depuis début décembre au niveau logistique et médical, avec une intense campagne de vaccination, qui a relancé l'optimisme en fin d'année sur une résolution de la crise qui paraît possible dès mai, là où la France paraît s'effondrer. Il faut se souvenir que tout mois de semi-confinement (comme à l'Automne) coûte à peu près 1% de PIB...

La France et l'Europe ne sont pas en reste en la matière, mais les interventions ont traîné en longueur, et sur le terrain elles ne sont pas toujours efficaces, surtout pour les entrepreneurs. La France paraît avoir fait un choix différent, celui du chômage partiel. Les Américains ont laissé filer le chômage momentanément jusqu'à 15%, mais il est déjà redescendu à 6,7%, là où les Français pourraient connaître une lente mais sûre progression du chômage au cours des douze prochains mois, au-delà de 10%...

### Envoi des chèques à tous les ménages américains

Le troisième point concerne les mesures économiques : la Fed en particulier fut rapide à agir, et au lieu de demander aux

entrepreneurs en détresse de remplir des dossiers au mois d'Avril avec des justificatifs comptables, les autorités américaines ont fait le choix de l'helicoptère money, en envoyant des chèques directement à tous les ménages. Ce soutien colossal, qui se poursuit avec un nouveau plan Biden, a empêché l'effondrement du PIB.

La France et l'Europe ne sont pas en reste en la matière, mais les interventions ont traîné en longueur, et sur le terrain, elles ne sont pas toujours efficaces, surtout pour les entrepreneurs. La France paraît avoir fait un choix différent, celui du chômage partiel. Les Américains ont laissé filer le chômage momentanément jusqu'à 15%, mais il est déjà redescendu à 6,7%, là où les Français pourraient connaître une lente mais sûre progression du chômage au cours des douze prochains mois, au-delà de 10%...

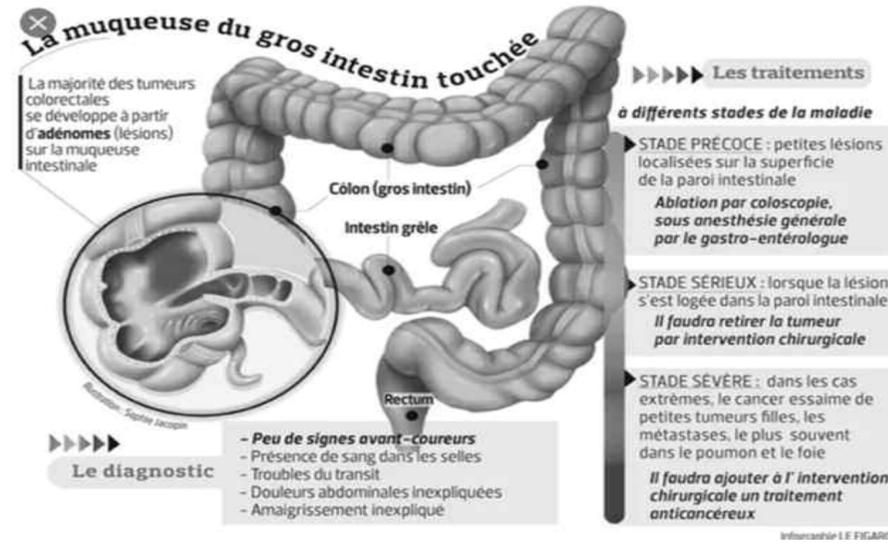
Reste désormais la perspective 2021, qui sera largement déterminée aussi par le succès des campagnes de vaccination actuelles. Si l'optimisme est de mise aux Etats Unis, qui devraient logiquement avoir effacé les séquelles de la crise assez rapidement, la France pourrait connaître une année 2021 plus compliquée que prévu, comme annoncée récemment par Bercy.

R. E.

# Cancer du côlon, cancer colorectal : Causes et symptôme

Le cancer colorectal prend plusieurs années à se former, comme la majorité des cancers. Il le fait habituellement à partir de polypes dans la paroi tapissant l'intérieur du côlon.

Comme son nom l'indique, le cancer colorectal se forme dans le côlon ou dans le rectum, la dernière partie du gros intestin. Le cancer colorectal est beaucoup plus fréquent dans les pays industrialisés. Les habitudes de vie, principalement l'alimentation, jouent d'ailleurs un rôle primordial dans son apparition. Cela explique, par exemple, que les Japonais, peu touchés par le cancer colorectal au Japon, le deviennent tout autant que leurs concitoyens américains quelques années après avoir émigré aux États-Unis et adopté leur diète.



## Quand consulter

En cas de sang dans les selles ou encore de diarrhée ou de constipation qui persiste, il est important de consulter un médecin. Pour les personnes à risque, il est avisé de subir un test de dépistage. Discutez-en avec votre médecin.

## Symptômes

Le cancer colorectal passe généralement inaperçu dans ses premiers stades de croissance. Les symptômes suivants peuvent être le signe d'un cancer colorectal.

- \*Des changements dans les habitudes fécales qui durent depuis quelques semaines (constipation ou diarrhée, par exemple)
- \*Du sang dans les selles
- \*Des malaises abdominaux, tels des gaz intestinaux, des crampes ou des douleurs au ventre
- \*La sensation que les intestins ne se vident jamais complètement ou d'avoir constamment envie de déféquer
- \*Une grande fatigue
- \*Une perte de poids inexplicable

## Remarque

Sachez que la présence de sang dans les selles peut avoir une autre explication, comme des hémorroïdes ou une fissure anale. De plus, certains aliments peuvent colorer les selles. C'est le cas des betteraves, par exemple.

## Personnes à risque

\*Personnes de plus de 50 ans (90 % des cas)  
\*Antécédents personnels ou familiaux. Le risque s'accroît lorsqu'on a déjà souffert d'un cancer colorectal

ou de polypes, ou qu'un membre de la famille proche (mère, père, frère ou sœur) en a souffert. Cette prédisposition n'est pas toujours d'origine héréditaire. Elle peut être le fait de l'exposition à une même substance cancérigène dans l'environnement, ou d'habitudes alimentaires ou de style de vie. Certaines maladies génétiques du côlon accroissent le risque de cancer colorectal. Les 2 formes les plus courantes sont le cancer colorectal héréditaire sans polyposé (ou syndrome de Lynch), en cause dans environ 5 % des cas de cancer colorectal, et la polyposé familiale adénomateuse, en cause dans environ 1 % des cas. Cette dernière se manifeste par l'apparition d'un très grand nombre de polypes, dès l'adolescence.

## Maladie inflammatoire de l'intestin

Le fait d'être atteint de la maladie de Crohn ou de la colite ulcéreuse augmente le risque. Lors d'études épidémiologiques, il est apparu que le cancer colorectal est plus fréquent chez les individus atteints du diabète de type 2 que chez ceux qui n'en sont pas atteints. Manque d'exposition au soleil. Il semble que les risques de contracter un cancer du côlon soient plus élevés dans les régions du monde où les gens sont moins exposés au soleil. On croit que l'effet protecteur serait dû à la vitamine D, produite sous l'effet des rayons du soleil sur la peau.

## Facteurs de risque

Certaines habitudes de vie contribuent au cancer colorectal.

\*Tabagisme et consommation élevée d'alcool  
\*Embonpoint ou obésité  
\*Sédentarité  
\*Diète riche en viande rouge, en charcuterie et en grillades au barbecue, et faible en fruits et légumes.

## Facteurs psychologiques

Le rôle de l'état psychologique dans l'apparition du cancer est controversé. Certains traits de personnalité ont été associés, lors d'études, à un risque accru de cancer. D'autres études sont cependant venues contredire cette hypothèse. La prévention du cancer du côlon se soumette à un test de dépistage passé l'âge de 50 ans. Si 60 % des gens âgés de 50 ans à 74 ans passaient un tel test tous les 2 ans, on estime que le nombre de décès causés par le cancer colorectal pourrait être réduit de 15 % à 18 %.

C'est dans cette optique que le ministère de la Santé et des Services Sociaux du Québec travaille actuellement à la mise en place d'un programme de dépistage qui s'adressera à toutes les personnes de 50 à 74 ans. Ce programme répondra aux critères que nous décrivons ci-dessous. Personnes concernées : hommes et femmes âgés de plus de 50 ans.  
\*Test de recherche de sang occulte dans les selles (RSOS). L'une ou l'autre des techniques suivantes peut être utilisée pour détecter des traces de sang dans les selles, invisible à l'œil nu.  
- Test au gâciac : fait à domicile, il nécessite la prise d'échantillons de selles, étalés sur un petit carton enduit de gâciac, une substance végétale. Le carton est ensuite

remis au médecin ou envoyé à un laboratoire à des fins d'analyse par un technicien.

- Test immunochimique (TIRSOS) : les échantillons de selle sont analysés différemment. Ce nouveau test est plus précis, car il détecte uniquement le sang provenant du côlon ou du rectum (et non de n'importe quelle partie du tube digestif, comme le fait le gâciac). De plus, il a l'avantage de ne pas nécessiter de restrictions dans la prise d'aliments et de médicaments au cours des jours qui précèdent le test.

Fréquence : tous les ans ou les 2 ans. Lorsque ce test est positif, d'autres examens médicaux sont proposés. La sigmoïdoscopie à sonde souple permet au médecin d'observer la paroi du rectum et du côlon sigmoïde (voir le schéma). La coloscopie permet un examen du rectum et de toutes les sections du côlon. Elle est pratiquée sous médication analgésique. Ces deux examens permettent non seulement de visualiser la paroi du rectum et du côlon, mais aussi d'enlever les polypes qui s'y trouvent et ainsi prévenir l'apparition de cancers éventuels. Ces examens sont non seulement préventifs, ils sont de fait curatifs.

Pour les personnes à risque. En cas d'antécédents familiaux de cancer colorectal ou de maladie inflammatoire de l'intestin, par exemple, il peut être conseillé de passer une sigmoïdoscopie ou une coloscopie dès l'âge de 40 ans. En discuter avec son médecin.

## Mesures préventives de base

\*Ne pas fumer  
\*Rester actif physiquement. L'activité physique (modérée et intense) réduirait le risque jusqu'à 50 %  
\*Limiter la consommation d'alcool  
\*Manger suffisamment de fruits et de légumes et de céréales à grains entiers semble contribuer à prévenir le cancer colorectal. Ces aliments renferment des vitamines, des minéraux, des fibres et des antioxydants qui contribuent à prévenir le cancer colorectal. Apporter de la variété afin de profiter de la plus large gamme possible des substances bénéfiques qu'ils renferment (calcium, magnésium, vitamine B9, etc.). Un bon apport en fruits et en légumes réduit aussi le risque de plusieurs autres types de cancers  
\*Limiter la consommation de viande rouge, de charcuterie (salami, saucissons, jambon fumé, etc.), et de grillades. Ceux qui mangent de la viande rouge 7 fois par

semaine courent un risque 85 % plus élevé que ceux qui n'en mangent que 3 fois par semaine.

## Autres mesures pour prévenir l'apparition de la maladie

À la lumière des résultats de diverses études, la Société canadienne du cancer recommande aux Canadiens, depuis 2007, de prendre un supplément de 25 µg (1 000 UI) par jour de vitamine D en automne et en hiver. L'organisme suggère aux personnes présentant des risques plus élevés de carence en vitamine D - ce qui inclut les personnes âgées, les personnes dont la pigmentation de la peau est foncée et les personnes qui s'exposent rarement au soleil - d'en faire autant durant toute l'année. Notez que les dosages recommandés peuvent varier selon l'âge et les conditions particulières.

## Médicaments

La prise d'un comprimé par jour d'aspirine (acide acétylsalicylique) pourrait conférer une certaine protection. Les données épidémiologiques révèlent que les personnes prenant souvent de l'aspirine sont moins atteintes de cancer colorectal. Certaines contre-indications s'appliquent, car l'aspirine accroît le risque d'hémorragie. Outre l'aspirine, d'autres médicaments anti-inflammatoires pourraient avoir un effet protecteur contre les polypes intestinaux et le cancer colorectal.

## Traitements médicaux du cancer du côlon

Le type de traitement administré dépend du stade d'évolution du cancer. Plus le cancer est détecté tôt dans son évolution, meilleurs sont les résultats.

## Chirurgie

La chirurgie est le principal traitement. Elle consiste à enlever la partie atteinte du côlon ou du rectum, ainsi qu'un peu de tissu sain autour de la tumeur. Si la tumeur est à un stade précoce par exemple au stade du polype, il est possible d'enlever simplement ces polypes durant une coloscopie. Si le cancer a touché le rectum et qu'une grande partie de tissu a dû être enlevée, on pratique une colostomie. Cela consiste à créer un anus artificiel à travers une nouvelle ouverture pratiquée dans l'abdomen. Les matières fécales sont alors évacuées dans une poche adhésive située à l'extérieur du corps.

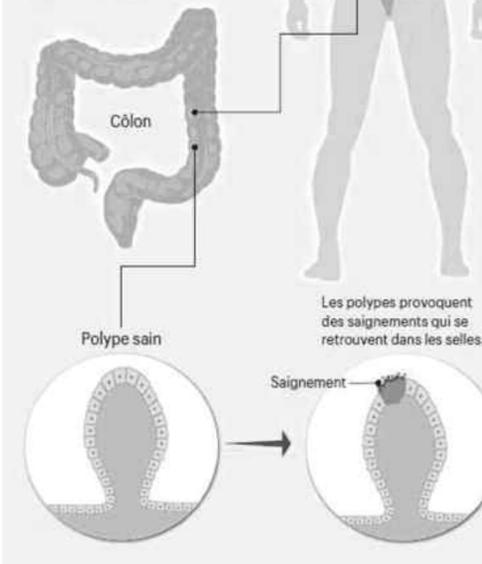
Il arrive que des chirurgies préventives soient pratiquées, chez des

## Recherche de sang occulte pour dépister le cancer colorectal

Un test recherchant la présence de sang (pas toujours visible à l'œil nu) dans les selles permet de suspecter l'existence de cellules tumorales.

## Cancer colorectal

La majorité des cancers colorectaux commencent par des adénomes (prolifération anormale de cellules de la muqueuse) qui forment des polypes visibles à l'œil nu.



## Test sanguin

- 1 Un échantillon de selles est prélevé.
- 2 Des anticorps spécifiques sont injectés afin de tester si l'échantillon de selles contient de l'hémoglobine humaine. Le test est capable de différencier le sang humain du sang animal contenu dans la nourriture.
- 3 Si le test est positif, une coloscopie sera pratiquée pour examiner la totalité du côlon et retirer les polypes suspects. L'examen des polypes réséqués permet d'établir le diagnostic.

personnes à haut risque de cancer colorectal.

## Radiothérapie et chimiothérapie

Ces traitements sont souvent nécessaires pour éradiquer les cellules cancéreuses qui auraient déjà migré dans les ganglions lymphatiques ou ailleurs dans le corps. Ils sont le plus souvent administrés comme traitements adjuvants, et le sont parfois en traitement palliatif. La radiothérapie utilise différentes sources de rayons ionisants puissants dirigés vers la tumeur. Elle est employée avant ou après la chirurgie, selon le cas. Elle peut causer de la diarrhée, des saignements au rectum, de la fatigue, une perte d'appétit et des nausées. La chimiothérapie consiste à administrer, par injection ou sous forme de comprimés, des agents chimiques toxiques. Elle peut entraîner plusieurs effets indésirables, comme de la fatigue, des nausées et la perte de cheveux.

## Médicaments

Des médicaments qui limitent la prolifération des cellules cancéreuses sont parfois utilisés, seuls ou en complément aux autres traitements. Le bevacizumab (Avastin®), par exemple, limite la croissance de la tumeur en empêchant la formation de nouveaux vaisseaux sanguins à l'intérieur de la tumeur. Il est indiqué lorsque le cancer est métastatique.

## L'opinion de notre médecin

Dans le cadre de sa démarche de qualité, Passeportsanté.net vous propose de découvrir l'opinion d'un professionnel de la santé. Le docteur Jacques Allard, médecin généraliste, vous donne son avis sur le cancer du côlon : Le cancer colorectal est sournois. On ne peut se fier uniquement sur les symptômes pour le détecter, car ceux-ci peuvent être causés par toutes sortes d'autres maux des

intestins. De plus, lorsque les symptômes apparaissent, le cancer est souvent déjà avancé. Il y a encore des chances de guérison, mais celles-ci sont nettement meilleures lorsque le cancer est détecté précocement.

C'est vrai pour tous les types de cancers, mais particulièrement pour le cancer colorectal. Si un membre de votre famille proche a souffert de ce cancer, je vous encourage fortement à en discuter avec votre médecin pour commencer un programme de dépistage précoce, possiblement dès l'âge de 40 ans pour la recherche de sang occulte dans les selles ; la coloscopie sera indiquée à partir de 50 ans. Par ailleurs, si vous présentez des symptômes de cancer colorectal (changements dans les habitudes intestinales, comme de la constipation ou de la diarrhée persistante, du sang dans les selles, des crampes au ventre, de la fatigue ou une perte de poids), n'hésitez pas à consulter votre médecin.

# Qu'est-ce que la biochimie...



*La biochimie est la science de la chimie des molécules des êtres vivants qui composent les cellules et les tissus, qui catalysent les réactions chimiques du métabolisme cellulaire telles que la digestion, la biosynthèse et la photosynthèse, l'immunité..., parmi beaucoup d'autres choses.*

## Définition de la biochimie

La biochimie est une science, partie de la chimie, qui étudie les phénomènes de la vie, le biote et ses molécules, en empruntant des méthodes chimiques. Les études biochimiques désignent la partie de la chimie qui étudie la composition et les phénomènes chimiques des êtres vivants. Elles sont réalisées par un biochimiste, un spécialiste qui allie à la fois les métiers de biologiste et de chimiste. Cette chimie biologique s'associe à l'étude des biosynthèses. Est biochimique ce qui est en rapport avec la biochimie, de par sa nature et/ou son origine.

## Les protéines en biochimie

La biochimie est la science qui étudie la composition chimique des êtres vivants, en particulier des protéines, des glucides, des lipides et des acides nucléiques et d'autres petites molécules présentes dans les cellules et les réactions chimiques subies par ces composés (métabolisme) qui leur permettent d'obtenir l'énergie (catabolisme) et de générer ses propres biomolécules (anabolisme). La biochimie est basée sur l'idée que tous les êtres vivants contenant du carbone et des biomolécules sont en général principalement constitués de carbone, d'hydrogène, d'oxygène, d'azote, de phosphore et de soufre. La biochimie peut se comprendre

comme une discipline scientifique intégrant les traitements avec l'étude des biomolécules et des biosystèmes. Elle intègre ainsi les lois d'évolution physico-chimiques et biologiques affectant les biosystèmes et leurs composants. Elle le fait à partir d'un point de vue moléculaire et essaye de comprendre et d'appliquer leurs connaissances à de larges secteurs de la médecine (génétique de thérapie et la biomédecine), de la nourriture et de l'agriculture, de la pharmacologie.

En définition SVT, la biochimie est la science qui, à l'interface de la biologie et de la chimie, étudie la composition et la coopération des différentes molécules qui contribuent à la structure et au métabolisme des organismes (la valeur biologique). Un biochimiste tente d'expliquer la vie au niveau de la biologie moléculaire. Les réactions chimiques qui appartiennent à un certain phénomène biologique (processus) sont triées jusqu'au niveau moléculaire. En compre-

nant les phénomènes au plus petit niveau, on peut expliquer les phénomènes à un niveau supérieur (par exemple, au niveau de la cellule). La biochimie est fortement liée à la biotechnologie et à la génétique.

Elle est un pilier fondamental de la biotechnologie, indispensable en biomimétisme, et s'établit elle-même comme une discipline essentielle pour aborder les questions majeures et les maladies actuelles et futures, telles que le changement climatique, la rareté des denrées alimentaires et les ressources agricoles à l'augmentation de la population mondiale, l'appauvrissement fossile des réserves de carburant, l'émergence de nouvelles allergies, l'augmentation des cancers, les maladies génétiques, l'obésité, etc. La biochimie est une science expérimentale et recourt à l'utilisation de nombreuses techniques instrumentales propres et d'autres domaines, mais la base de son

développement, du fait que l'étude se passe en temps réel au niveau subcellulaire, est maintenu ou conservé après fractionnement subcellulaire et, à partir de là, ces études permettent de tirer des conclusions.

La pierre angulaire de la recherche en biochimie classique se concentre sur les propriétés des protéines, dont la plupart sont des enzymes, à travers l'enzymologie. Cependant, il existe d'autres disciplines qui mettent l'accent sur les propriétés biologiques des glucides en glucobiologie et les lipides en lipobiologie.

## Composés chimiques les plus importants dans la biochimie sont :

- \*Protéines (y compris les enzymes et les peptides). Les éléments constitutifs des protéines et des peptides sont les acides aminés
- \*ADN et ARN. Les blocs de construction de l'ADN et de l'ARN sont les nucléotides
- \*Glucides complexes (polysaccharides). Les blocs de construction des glucides complexes sont les monosaccharides
- \*Graisses,

## Des exemples spécifiques de composés biochimiques

- \*hormones ; vitamines ; cholestérol ;
- Les sujets importants en biochimie sont :
- \*Synthèse de protéines (valeur biologique des protéines)
  - \*photosynthèse
  - \*phospholipide
  - \*polysaccharide
  - \*transduction du signal
  - \*dissimilation de protéines, lipides et glucides.

# Qu'est-ce que la génétique...

La génétique est un vaste domaine scientifique qui étudie la transmission des caractères héréditaires, ainsi que le support de cette hérédité : les gènes et plus généralement l'ADN.

Historiquement, l'étude de la couleur et de la forme des petits pois par le moine Gregor Mendel, des yeux ou des ailes de drosophiles, les petites mouches du vinaigre, par Thomas Hunt Morgan (ou encore celle des sacs de spores bien ordonnées du champignon préféré des étudiants de génétique, *Neurospora crassa*), permit de comprendre comment les caractères se transmettaient de génération en génération : grâce à des unités matérielles d'information génétique, les gènes, disposés le long des chromosomes. Plus tard, on découvrit que les gènes étaient en fait des portions d'une molécule déjà repérée dans les cellules, l'ADN (Acide DésoxyriboNucléique).

Les généticiens ont cherché ensuite à identifier les gènes impliqués dans des maladies pour tenter de les soigner (génétique médicale), à déterminer la part génétique de traits quantitatifs comme la taille, le poids, le rendement en culture... pour améliorer les variétés cultivées ou les races d'animaux d'élevage (génétique quantitative), à étudier les facteurs qui régissent l'évolution des caractères à l'intérieur des populations (génétique des populations) ou encore à comprendre l'adaptation et l'évolution des espèces.

La génétique est une science moderne, qui a connu un essor sans précédent depuis les années 70, grâce à la découverte des techniques de biologie moléculaire, du développement du génie génétique, puis de l'apparition de la biologie à grande échelle.

Aujourd'hui, la génétique ouvre des voies de recherche infinies car le fonctionnement des gènes et des génomes est très loin d'être élucidé.

Source Genopole

ORAN, PRÉPARATIFS DES JEUX MÉDITERRANÉENS-2022

# Rénovation prochaine du réseau d'éclairage du Palais des sports



**Le palais des sports Hammou-Boutelilil devrait être la première infrastructure sportive concernée par les JM-2022 à être réceptionnée parmi les 7 autres faisant actuellement l'objet de travaux de rénovation et de mise à niveau...**

PAR BOUZIANE MEHDI

La direction du palais des sports Hammou-Boutelilil d'Oran a annoncé à l'APS, mercredi 27 janvier, que cette infrastructure, qui est concernée par les Jeux méditerranéens (JM) prévus dans la capitale de l'Ouest en 2022, bénéficiera prochainement d'une opération de rénovation totale de son réseau d'éclairage devant coûter la somme de 50 millions de dinars.

Sid-Ahmed Tab a précisé que "le

choix de l'entreprise chargée de cette opération, l'une des dernières avant la réception de cette salle omnisports qui a fait l'objet de vastes travaux de réhabilitation, a été déjà fait, en attendant d'achever les démarches administratives d'usage pour lancer le chantier". Il expliquera que le palais des sports "devrait être la première infrastructure sportive concernée par les JM à être réceptionnée parmi les sept autres faisant actuellement l'objet de travaux de rénovation et de mise à niveau en prévision du rendez-vous méditerranéen et que pratiquement toutes les opérations engagées ont été achevées, y compris le revêtement amovible du parquet doté désormais de quatre tapis dédiés aux disciplines de handball, basketball, volleyball et badminton, ce qui constitue une nouveauté dans les salles de sport en Algérie".

Les tribunes de cette salle ont été également équipées de sièges neufs. Pas moins de 4.200 sièges ont été déjà

posés et les 800 autres sièges attendent d'être acheminés de l'étranger. 37 caméras de surveillance seront aussi installées, ainsi que la dotation de la salle d'un système de climatisation.

D'une capacité d'accueil de 5.000 places, cet équipement doté d'un centre médical de 30 chambres est programmé pour accueillir les matchs de volley-ball lors de la 19<sup>e</sup> édition des Jeux méditerranéens programmés du 25 juin au 5 juillet 2022, a fait savoir l'APS, rappelant qu'outre la "rénovation de huit infrastructures sportives, Oran s'apprête à réceptionner un complexe olympique d'envergure composé, entre autres, d'un stade de football de 40.000 places, d'une salle omnisports de 6.000 places, d'un complexe nautique contenant deux piscines olympiques et une troisième semi-olympique, ainsi qu'un stade d'athlétisme de 4.200 places".

B. M.

TAMANRASSET, AMÉLIORATION DU CADRE DE VIE

## Prise en charge des préoccupations en zones enclavées

Le conseiller du président de la République, chargé des zones d'ombre, Brahim Merad, a affirmé dans la wilaya de Tamanrasset, que "des mesures sont préconisées pour prendre en charge les préoccupations des habitants des zones d'ombre, selon les priorités".

Des objectifs ont été fixés "pour prendre en charge les préoccupations des populations des zones d'ombre à travers le pays, selon un ordre de priorité", a indiqué M. Merad lors de l'inspection de projets de développement au village d'Islikène, dans la commune d'Idelès, au 3<sup>e</sup> et dernier jour de sa tournée de travail dans la wilaya.

Des efforts sont "entrepris pour trouver des formules de financement des projets de développement dans ces

zones, notamment ceux liés au désenclavement, à la réalisation des réseaux divers et à l'amélioration des conditions de scolarisation et de restauration scolaire", a-t-il précisé.

En réponse aux doléances soulevées par la population de la localité d'Islikène, M. Brahim Merad a souligné que le citoyen est "un partenaire au développement, à travers sa contribution à l'élaboration du schéma de développement avec l'administration locale".

Les préoccupations soulevées par la population locale portent notamment sur la réalisation d'un établissement d'enseignement moyen dans la région, l'octroi d'une tranche de la formule du logement social, la protection des terres agricoles contre l'érosion et l'amélioration du cadre urbain.

Lors de sa tournée, Brahim Merad a visité un projet de trois classes scolaires et la station de refoulement des eaux usées, avant d'inspecter, dans la localité de Tifert-Est, l'école Chahid-Larbi-Ben-M'hidi ayant bénéficié d'une opération de restauration, et une autre similaire à Tifert-Ouest, ainsi que le projet de réhabilitation des canalisations d'eau potable dans les deux localités.

Le conseiller du président de la République, chargé des zones d'ombre, Brahim Merad, s'est rendu, au terme de sa visite de travail de trois jours dans la wilaya, au village de Taghmout pour s'enquérir des opérations de développement qui y sont menées et des conditions de vie de la population locale.

APS

BLIDA

## Évaluation de projets d'entrepreneuriat par le centre Yabda

Une session pour l'évaluation de 147 nouveaux projets d'entrepreneuriat proposés par des étudiants a été lancée, lundi 25 janvier, à l'université Ali-Lounici d'El-Affroun dans le cadre du projet Yabda.

Cette première session d'évaluation de projets d'entrepreneuriat proposés dans le cadre du projet du centre Yabda a été ouverte par le recteur de l'université, le professeur Khaled Ramoul, qui a qualifié ce centre de "nouvel acquis qui s'ajoute à la maison de l'entrepreneuriat".

Le centre Yabda, créé dans le cadre d'un projet de coopération avec l'Union européenne (Erasmus +), est destiné à l'accueil des idées et projets des étudiants, tout en œuvrant à leur développement de façon à permettre leur mise en œuvre et leur intégration dans la marché économique, grâce à un encadrement assuré par des enseignants universitaires.

Des projets lauréats, qui seront sélectionnés au titre d'une session de formation internationale sur les méthodes de formation et l'administration des entreprises, seront appelés à prendre part à une nouvelle compétition avec les projets proposés dans le cadre du programme Yabda, mettant en compétition 4 universités nationales, Blida, Batna, Constantine et Mostaganem et 10 universités maghrébines.

SIDI BEL-ABBES

## Mise en service d'un appareil PCR de dépistage du coronavirus

Un appareil de dépistage par PCR a été mis en service dans le laboratoire d'analyses médicales du CHU Abdelkader-Hassani de Sidi Bel-Abbès.

Toutes les procédures administratives et techniques ont été finalisées pour la mise en service de l'appareil. Une coordination avec le service dédié au traitement des malades atteints de coronavirus de l'établissement public hospitalier Dahmani-Slimane de Sidi Bel-Abbès et d'une gestion maîtrisée de l'opération de dépistage du virus permet d'effectuer 90 tests par jour.

Des médecins, infirmiers et biologistes ont bénéficié d'une formation au niveau de l'Institut Pasteur d'Oran et d'Alger d'une durée de trois semaines, une formation d'une semaine au CHU Abdelkader-Hassani supervisée par un expert de l'Institut de Pasteur d'Alger a été organisée au profit du personnel qui encadrera l'opération. À noter que tous les moyens matériels nécessaires ont été mis à disposition.

APS

RDC

# L'ambassadeur d'Italie à Kinshasa tué dans une attaque armée

*L'ambassadeur d'Italie à Kinshasa a été tué par balles lors d'une attaque armée visant un convoi du Programme alimentaire mondial pendant une visite près de Goma, dans l'est de la République démocratique du Congo.*

Une information confirmée dans la foulée par le ministère italien des Affaires étrangères.

Gravement "blessé par balles à l'abdomen, l'ambassadeur Luca Attanasio est décédé des suites de ses blessures", a déclaré une source diplomatique de haut rang à Kinshasa. Deux autres personnes ont également été tuées pendant l'attaque, a indiqué, de son côté, le major Guillaume Djike, porte-parole de l'armée dans la région du Nord-Kivu, sans préciser l'identité des victimes. Les deux autres victimes seraient le chauffeur et le garde du corps de l'ambassadeur, d'après plusieurs sources.

Dans la foulée, le ministère italien des Affaires étrangères a confirmé la mort de Luca Attanasio, précisant qu'il voyageait avec un convoi des Nations unies dans l'est du pays. "C'est avec une profonde tristesse que le ministère des Affaires étrangères confirme la mort, aujourd'hui à Goma, de



l'ambassadeur d'Italie en République démocratique du Congo, Luca Attanasio, et d'un militaire", indique un communiqué. Ils voyageaient en voiture "dans un convoi de la Monusco", la mission des Casques bleus qui est présente en RDC depuis vingt ans, précise encore le communiqué du ministère. Le ministre italien des Affaires étrangères Luigi Di Maio, qui se trouvait à Bruxelles pour une réunion avec ses homologues européens, a annoncé son retour anticipé à Rome. Le Président du pays a, quant à lui, dénoncé une "attaque lâche. La République italienne est en deuil pour ces serviteurs de l'État qui ont perdu leur vie dans l'exercice de leurs fonctions", a déclaré Sergio Mattarella en

déplorant un "acte de violence".

"Les Forces armées congolaises ratisent pour retrouver les assaillants", a indiqué l'armée congolaise. L'attaque contre ce convoi du PAM a eu lieu au nord de Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu en proie à la violence des groupes armés depuis plus de 25 ans. Cette région abrite le Parc national des Virunga, joyau naturel, touristique et menacé, qui est aussi le théâtre des conflits de cette région du Nord-Kivu, où des dizaines de groupes armés se disputent le contrôle des richesses du sol et du sous-sol. Le parc est surveillé par 689 rangers armés, dont au moins 200 ont été tués dans l'exercice de leurs fonctions, selon ses responsables.

IRAN

## Accord "temporaire" Téhéran-AIEA sur le nucléaire

L'accord d'une durée de trois mois permet de maintenir une surveillance du nucléaire iranien, tout en laissant un peu de temps pour la reprise des pourparlers diplomatiques.

C'est un premier pas pour sortir de l'impasse. L'Iran et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ont annoncé dimanche un accord "temporaire" pour maintenir une surveillance des activités nucléaires, bien que réduite, le temps que les pourparlers diplomatiques s'engagent entre les signataires du pacte de 2015.

La loi iranienne, qui prévoit de limiter certaines inspections, y compris sur des sites militaires suspects, si les sanctions américaines ne sont pas levées, "existe et va être appliquée" à partir du 23 février, a toutefois regretté le directeur général de l'AIEA, Rafael Grossi, à son retour à Vienne après des "consultations intenses" à Téhéran. "L'accès sera réduit, ne nous voilons pas la face, mais nous serons en

mesure de maintenir le degré nécessaire de surveillance et de vérification", a-t-il assuré. "Cela sauve la situation dans l'immédiat".

Selon les termes de cet accord bilatéral technique d'une durée de trois mois mais susceptible d'être suspendu à tout moment, le nombre d'inspecteurs sur place est ainsi inchangé et des contrôles inopinés resteront possibles. "Bien sûr, pour parvenir à une situation stable, il faudra une négociation politique, et ce n'est pas de mon ressort", a ajouté Rafael Grossi.

Le directeur général de l'AIEA pourra "s'acquitter de son obligation de montrer que le programme nucléaire iranien reste pacifique", a pour sa part promis le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif, dans une déclaration à Press TV, la chaîne en anglais de la télévision d'État. Selon le vice-ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Araghchi,

"les inspections seront réduites d'environ 20 à 30 % après la mise en œuvre de la loi. Mais, cela ne signifie certainement pas un retrait de l'accord" de 2015.

En revanche, l'Iran ne fournira pas les "enregistrements relatifs aux activités et équipements" de plusieurs sites, comme prévu par la loi votée par le Parlement en décembre, a précisé l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA), faisant apparemment référence aux données des caméras de surveillance. "Si les sanctions sont complètement levées d'ici à trois mois, ces informations seront communiquées à l'AIEA, sinon elles seront supprimées à jamais".

Depuis l'arrivée au pouvoir de Joe Biden, qui s'est dit prêt à revenir dans l'accord quitté en 2018 par Donald Trump, les États-Unis et l'Iran se renvoient la balle sur la question de savoir qui doit faire le premier pas.

Agences

BIRMANIE

## Grève générale massive malgré les menaces de la junte

La junte birmane a durci le ton après un week-end de violences sanglantes en avertissant les manifestants qu'ils risquaient d'en mourir, ce qui n'a pas dissuadé ce lundi 22 février des milliers de personnes de descendre encore dans les rues. Les manifestations ont commencé tôt ce lundi matin. Dès 9 heures, les rues sont pleines. Aujourd'hui, c'est grève générale car la date est particulière : c'est le 22 février 2021, soit 22.02.2021 et les Birmans accordent de l'importance aux dates avec autant de chiffres qui se répètent. C'est également une date qui fait écho à la révolution du 8 août 1988, autour du chiffre 8 cette fois.

Entre les hommages aux manifestants disparus et les rues recouvertes d'affiches appelant à l'aide internationale et de slogans géants peints à même la route, la population paraît s'approprier de plus en plus la ville.

La présence policière reste étrangement légère. Les forces de l'ordre ne bloquent pas encore l'accès aux grandes axes. Mais elles bloquent celui aux ambassades, y compris au bureau des Nations unies où des rassemblements de plus en plus grands avaient lieu chaque jour. Les militaires putschistes ont lancé un nouvel avertissement au mouvement de désobéissance civile. "Les manifestants sont en train d'inciter les gens, notamment les adolescents et jeunes exaltés, à se lancer sur la voie de la confrontation où ils périront", indiquait un communiqué en birman lu sur la chaîne publique MRTV, et dont une traduction anglaise apparaissait à l'écran.

Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne se réunissent ce lundi pour discuter d'éventuelles mesures contre l'armée birmane. Après avoir condamné la violence de la répression qui a fait une trentaine de blessés et deux morts ce week-end, le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell a indiqué que l'UE allait "prendre les décisions appropriées". Des décisions fortes et surtout économiques, demande Anna Roberts, la directrice exécutive de l'association Burma Campaign UK, au micro de Célia Gueuti.

Pour elle, il faut "arrêter les relations commerciales et les investissements dans les compagnies qui appartiennent et sont dirigées par les militaires. Et cela doit comprendre non seulement le secteur des investissements mais aussi celui des services c'est à dire les entreprises européennes de droits, de comptabilité. Ces mesures pourraient avoir un réel impact sur les militaires."

Le général Min Aung Hlaing a "dû calculer le fait qu'il y aurait des répercussions la part de la communauté internationale à ce coup d'État", poursuit Anna Roberts. Il a "calculé que la réponse serait faible, comme par le passé. La réponse au génocide des Rohingyas a été une honte de la part de la communauté internationale. La sanction s'est résumée à une suspension de visas, qui n'est au final qu'une interdiction de partir en vacances puisque les généraux ne vont de toute façon jamais en Europe."

Agences

ÉTATS-UNIS

# Joe Biden va-t-il fermer Guantanamo ?

19 ans après son ouverture, 40 hommes sont toujours détenus dans le centre de détention de la base militaire américaine de Guantánamo Bay.

En 2009 déjà, le vice-Président de l'époque, Joe Biden, avait déclaré qu'il voulait fermer Guantánamo. Il est temps qu'il mette maintenant sa promesse en pratique ! Dans la prison militaire de Guantánamo, 40 hommes sont toujours détenus, le plus souvent sans inculpation et sans accès à un procès équitable. Les détenus y ont été et y sont encore exposés à de graves violations des droits humains.

## Une dérive totalitaire

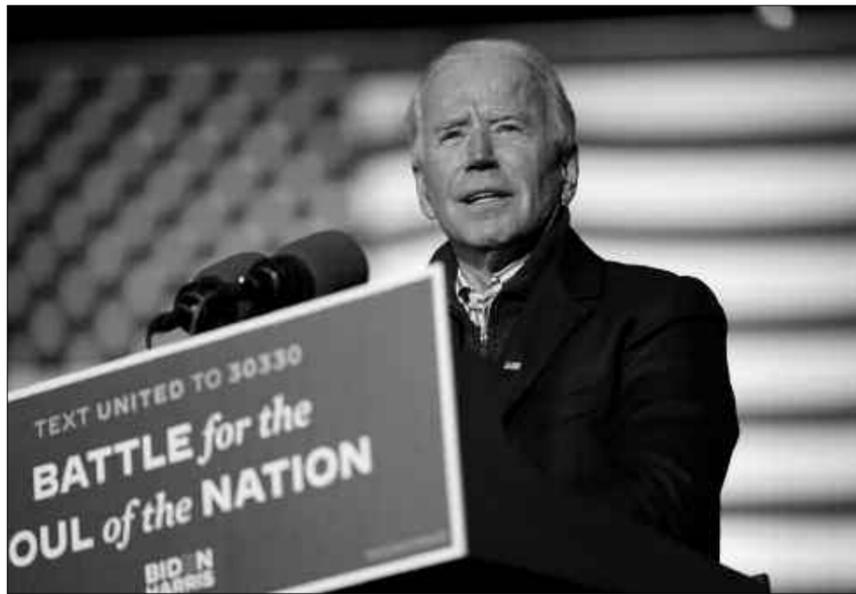
Guantanamo (Gitmo pour les Nord-Américains), serait, en devenant un anachronisme typique de la période des goulags, devenu la cible des critiques d'organisations humanitaires, comme Code Pink, Human Rights Watch et Amnesty International, qui ont dénoncé des "pratiques inacceptables pour la dignité humaine" (privation de sommeil, enfermement de prisonniers nus dans des chambres froides, interrogatoires exténuants et suicides)...

Le terme "dystopie" a été inventé à la fin du 19<sup>e</sup> siècle par John Stuart Mill en contraste avec le terme "utopie", utilisé par Thomas More pour désigner un lieu ou une société idéale et ce serait une utopie négative où la réalité se produit en termes antagonistes à ceux d'un idéal de société. Les dystopies se situent dans des environnements fermés ou claustrophobes encadrés dans des systèmes antidémocratiques où l'élite dirigeante croit qu'elle est investie du droit d'envahir tous les domaines de la réalité dans ses plans physique et virtuel et même dans le nom de la sûreté sacrée de l'État pour éliminer le principe de l'inviolabilité (habeas corpus) des personnes qui sont tous les symptômes d'une dérive totalitaire ultérieure du système.

## Dérivatif contre la mandat désastreux de Georges W. Bush

Ainsi, dans les sous-sols de l'establishment, un véritable coup d'État virtuel se forgeait qui se serait déclenché dans l'attaque violente contre les tours jumelles du 9/11, attribuée à Al-Qaïda. La lutte contre le prétendu "Axe du mal" a depuis été mise en œuvre comme leitmotiv pour cacher les ratages de la politique internationale de George W. Bush en Irak, Iran et Corée du Nord, en intronisant Ben Laden comme icône de "l'Empire du Mal".

Un mois après l'attaque du 11 septembre, le gouvernement de George W. Bush a secrètement décidé d'annuler l'une des principales protections constitutionnelles de ce pays (habeas corpus) par le biais de la loi dite



"USA-Patriot Act" en justifiant sa "lutte contre le terrorisme", selon des documents officiels révélés fin 2005 dans une série de reportages dans le *New York Times*. Le journal a parlé de l'existence d'un programme d'écoute électronique confidentiel pour surveiller les mails et les appels téléphoniques dans le monde en étant l'héritier de l'unité de contre-espionnage créée par Donald Rumsfeld et connue sous le nom de Talon (Threat and Local Observation Notice). En outre, selon le média américain, depuis 2002, la Section de soutien stratégique (SSB) a été créé par Donald Rumsfeld et elle a fonctionné

clandestinement sans limitations légales et sous les ordres du secrétaire à la Défense. Ses actions seraient les épisodes sanglants de violation des droits de l'homme à Abou Ghraib et à Guantanamo.

## Violations des droits humains

L'image des Etats-Unis est en baisse dans le monde suite aux révélations des pratiques à Abu Ghraib et Guantanamo. L'une des premières décisions de Barack Obama, après son investiture en 2009, a été de signer un décret pour fermer la prison de la base navale de Guantanamo sur un an. Au cours de son deuxième mandat, ses

conseillers étaient toujours à la recherche de mécanismes juridiques pour mettre fin aux "limbes juridiques" de Guantanamo, un espace virtuel fruit de l'ingénierie juridique du soi-disant "Comité de guerre" (nom de code du groupe restreint de juristes et de conseillers qui ont travaillé sous les ordres de la Troïka formée par Rumsfeld, Hayden et Cheney), véritables détenteurs du pouvoir pendant le mandat de George W. Bush. La majorité républicaine au Congrès a poursuivi son travail perturbateur pour éviter la fermeture prévue de la prison. Le Congrès américain a approuvé un amendement du député républicain Jackie Walorski qui interdit d'allouer des fonds pour le transfert des 56 détenus yéménites, invoquant "l'effet de contagion possible de la création de groupes terroristes associés à Al-Qaïda au Yémen". Le Congrès a également rejeté un amendement des démocrates ce qui a favorisé le retard "sine die" de la fermeture prévue de Guantanamo.

## Joe Biden et la fermeture de Guantanamo

L'ONG Amnesty International a demandé à Joe Biden "de s'engager en 2009 à fermer cette prison extrajudiciaire". Celui-ci compterait sur l'atout inestimable de Davis, l'ancien procureur en chef de la commission militaire de Guantanamo, qui dans des déclarations à *Change.org* a recommandé la fermeture de la prison, arguant que "si un autre pays traitait ses prisonniers comme nous à ceux de Guantanamo, nous le critiquerions carrément et avec raison". Le coût de son entretien serait, selon le *New York Times*, d'environ 540 millions de dollars en 2018 pour maintenir les 40 prisonniers actuellement incarcérés pendant plus d'une décennie à une détention illimitée. Le statut de "détenu à durée indéterminée" a été établi par le Congrès des États-Unis en 2001 comme un type de prisonnier de guerre kafkaïen, car ils ne peuvent être libérés en supposant, selon le Pentagone, "un grave danger pour la sécurité nationale".

D'après un rapport de l'ONG Amnesty International, sur les 40 détenus, 1 seul a été officiellement condamné et purge une peine. 15 restent incarcérés sans inculpation et pourraient être libérés et 24 sont dans les limbes juridiques, sans aucune accusation contre eux. Par conséquent, Joe Biden pourrait nommer un responsable à la Maison Blanche pour élaborer un plan de fermeture de la prison qui inclurait l'utilisation de fonds fédéraux pour envoyer les 39 prisonniers sans charges actives en territoire étranger et l'envoi de la seule personne condamnée (Khaled Cheikh Mohammed, cerveau autoproclamé du 11 septembre) à une prison de haute sécurité aux États-Unis.

Agences

HANDBALL : QUALIFICATIONS POUR LES JEUX OLYMPIQUES DE TOKYO 2021

# Les Verts, l'esprit tourné vers le tournoi de Berlin



Après avoir raté la dernière sortie en Coupe du monde au Caire, la sélection algérienne de handball se projette déjà sur un autre objectif : le tournoi qualificatif pour les jeux Olympiques de Tokyo 2021 (Japon), prévu à Berlin, en Allemagne, à partir du 12 mars prochain.

PAR MOURAD SALHI

La sélection algérienne de handball messieurs effectuera un stage de préparation d'une semaine à partir de la fin du mois en cours, selon la Fédération algérienne de handball. Les coéquipiers de Berkous n'auront pas suffisamment de temps pour mieux s'armer pour l'ultime étape qualificative pour le rendez-vous de Tokyo, mais ils tenteront de profiter de ce laps de temps pour apporter les réglages qui s'imposent.

Le Sept national, qui jouera face aux équipes de Suède, vice-champion du monde, de Slovaquie et d'Allemagne, le pays organisateur du tournoi, est

appelé à revoir sa copie s'il veut arracher l'un des tickets qualificatifs pour les jeux Olympiques de Tokyo 2021. Pour espérer atteindre un tel objectif, la Fédération algérienne de handball (FAHB) a opté pour la France pour le prochain stage de préparation. "Actuellement, nous préparons le déplacement des joueurs vers la France.

Mais si les autorités de ce pays n'autorisent pas l'entrée de notre équipe en raison de l'épidémie de la Covid-19, nous changerons de cap pour aller à Berlin, sinon nous allons nous contenter d'un stage en Algérie", a indiqué le président de la Fédération algérienne de handball (FAH), Habib Labane.

Ce dernier confirme que le prochain stage concernera uniquement les joueurs qui évoluent dans le Championnat local. Les internationaux seront laissés à la disposition de leurs clubs respectifs pendant uniquement cette période et ils vont rejoindre la sélection en Allemagne.

Le Championnat national, rappelons-le, n'a pas encore repris ses droits. L'instance fédérale a annoncé dernièrement que les compétitions vont

repandre au début du mois d'avril prochain, après la décision ministérielle concernant la réouverture des salles omnisports.

Pour cette ultime étape de préparation qui précède le prochain rendez-vous à Berlin, le sélectionneur national, le Français Alain Portes, avoue qu'elle est insuffisante mais très importante. Une occasion pour réunir à nouveau les joueurs et remédier aux lacunes constatées lors de la dernière édition du Mondial cairote.

A la tête de la barre technique nationale depuis un an et demi, Alain Portes a réussi à hisser l'Algérie sur la troisième marche du podium de la CAN-2020, disputée en Tunisie, permettant ainsi aux Verts de renouer avec le Mondial après avoir raté les deux éditions 2017 et 2019.

Le technicien français veut refaire le coup encore cette fois-ci en offrant à l'Algérie une qualification aux prochains jeux Olympiques qu'abritera la capitale japonaise Tokyo en 2022. Une mission qui s'annonce difficile pour l'équipe nationale en cette période marquée par la pandémie de coronavirus (Covid-19).

M. S.

TENNIS

## Oran prête à accueillir des compétitions internationales

Le complexe de tennis sis à haï Es-salem (Oran) peut, désormais, abriter des compétitions sportives internationales d'envergure, à l'image de la Coupe Davis après l'achèvement des travaux de remise à niveau dont il a bénéficié, a indiqué, lundi, le président de la Ligue de wilaya de tennis.

"Oran peut prétendre à organiser des compétitions de tennis d'envergure grâce à cet acquis très important qu'est le complexe de tennis dont les travaux de réhabilitation lui ont permis de disposer, désormais, des normes définies par la Fédération internationale de la discipline", a déclaré Djemaï Tedjini à l'APS.

La réouverture de ce complexe est prévue pour juin prochain. Il devra accueillir des événements expérimentaux

en prévision des Jeux méditerranéens (JM) programmés à Oran lors de l'été 2022, a précisé le même responsable, assurant que les travaux engagés au niveau de ce site depuis la fin 2019 touchent à leur fin.

Les travaux de réhabilitation de ce complexe, construit en 1934, ont été confiés à deux entreprises algériennes. Ils ont touché tous les équipements du site, dont le court principal qui a été doté de deux tribunes d'une capacité d'accueil de 500 places.

Le président de la Ligue oranaise, qui a été chargé du suivi technique des travaux, s'est dit "très satisfait de la qualité des courts qui ont été refaits de manière à résister au mauvais temps grâce à la réussite des opérations de drainage effectuées pour la circon-

stance". Il s'agit aussi d'un acquis important pour le développement du tennis local qui aspire à retrouver son lustre d'antan, selon le même responsable, qui n'écarte pas l'éventualité de postuler à un autre mandat lors de l'assemblée électorale de sa ligue prévue dans les prochains jours, a-t-il déclaré, soulignant que la Ligue d'Oran chapeaute pas moins de 12 clubs qui comptent près de 800 athlètes affiliés.

Le complexe de tennis de haï Es-salem fait partie de huit équipements sportifs qui ont bénéficié de vastes opérations de remise à niveau en prévision de la 19<sup>e</sup> édition des JM prévue du 25 juin au 5 juillet 2022, rappelle-t-on.

APS

QATAR

### 19<sup>e</sup> but de la saison pour Bounedjah

Meilleur buteur du Championnat du Qatar, l'attaquant international algérien Baghdad Bounedjah a frappé une nouvelle fois portant son total de 19 buts en marquant face à Al Arabi dans les arrêts de jeu.

L'attaquant des Verts n'a pas eu beaucoup d'occasions et la seule fois qu'il a eu une opportunité pour marquer, il a trouvé le gardien adverse qui a sorti une belle parade mais à la dernière minute du temps réglementaire, et alors qu'Al Sadd était mené au score, Bounedjah a réussi à égaliser d'une belle tête croisée qui a trompé la vigilance du gardien.

Ce but a permis à son équipe de pousser encore plus et réussi à marquer le but de la victoire par Cazorla à la 92<sup>e</sup> minute.

Grâce à cette victoire, Al Sadd creuse l'écart avec Lekhwiya à 14 points, à cinq journées de la fin du Championnat.

UAE

### Mehdi Abeïd buteur et qualifié en finale

Al Nasr a réussi à battre l'équipe d'Al Sharjah sur le score de 3-0, se qualifiant ainsi pour la finale de la Presidents Cup grâce, notamment, à un but de l'ancien Nantais, Mehdi Abeïd, en première période.

Mehdi Abeïd n'est pas en pré-retraite aux Émirats. L'international algérien s'est montré décisif avec son club et a profité d'une contre-attaque collective pour clôturer l'action d'Al Nasr d'un tir du plat du pied.

Abeïd, joueur du FC Nantes avant son départ surprise cet hiver pour Dubaï, s'est déjà imposé dans son nouveau club. Il s'agit de son deuxième but sous ses nouvelles couleurs.

QATAR

### Brahimi buteur face à Al Kharitiyath

De retour dans le onze titulaire de Laurent Blanc après des pépines physiques, le meneur de jeu algérien Yacine Brahimi a retrouvé le chemin des filets en Championnat du Qatar lors de la large victoire de son équipe sur le score de 3-0 face à Al Kharitiyath.

L'ancien du FC Porto a mené une action dans son aile gauche avant de jouer un one-two avec son coéquipier pour ensuite tirer et tromper le gardien. C'était le troisième et dernier but de son équipe durant ce match.

Après sa victoire, Al Rayyan se trouve, désormais, à la troisième place au classement général.

**LE MEILLEUR DU MARRAKECH DU RIRE**



21h00



Au fil des ans, certaines prestations données sur la scène du Marrakech du Rire se sont imposées comme des classiques. Certains sketches sont devenus cultes. Voici une occasion unique de retrouver le meilleur des ces spectacles, avec, par exemple, Jamel qui allume le public et des footballeurs, ou les irrésistibles histoires de famille des humoristes, révélant certaines de leurs névroses.

**ENQUÊTE SOUS HAUTE TENSION**



21h00



Dans les années 90, les Russes ont commencé à équiper leurs véhicules de caméras embarquées comme rempart contre la corruption policière et les conflits routiers. Ces vidéos et celles des caméras de surveillance urbaines révèlent aujourd'hui des aspects méconnus de ce pays considéré comme l'un des plus dangereux en terme de sécurité routière.

**LA FAUTE À ROUSSEAU EMMA ET LE DEVOIR**



21h00



Emma est jolie, vivante, et très mature pour son âge. Et pour une bonne raison : elle prend en charge depuis des années sa mère bipolaire. Pourtant ces derniers temps, Emma se prend à rêver de construire sa vie, déménager, aller dans l'école de ses rêves et, qui sait, s'autoriser une histoire d'amour. Rousseau tente de la pousser en ce sens, mais rien n'est moins sûr.

**LES 28<sup>es</sup> VICTOIRES DE LA MUSIQUE CLASSIQUE**



21h00



La cérémonie récompense les artistes qui ont marqué la difficile année 2020, jeunes révélations ou musiciens confirmés, dans les catégories suivantes : "Soliste instrumental", "Artiste lyrique", "Révélation, soliste instrumental", "Révélation, artiste lyrique", "Compositeur" et "Enregistrement". Des invités internationaux interprètent les grandes pages du répertoire classique.



**LA SELECTION DU MIDI LIBRE**

**L'AVENIR**



21h00



Nathalie aime passionnément son métier de professeur de philosophie. Son but ? Donner les clefs à ses élèves pour qu'ils réfléchissent par eux-mêmes. Marié à un autre enseignant aux idées conservatrices et mère de deux enfants désormais grands, elle doit s'occuper de sa mère, un ancien mannequin qui n'a plus toute sa tête. Nathalie s'est embourgeoisée et n'adhère pas forcément aux idées libertaires de Fabien, qui fut son élève.

**LE MONDE DE JAMY**



21h00



En observant le comportement des chiens, des perroquets, des chats, des cochons, ou encore des singes et des cacatoès, Jamy Gourmaud et Myriam Bounafaa explorent leur intelligence et leurs sentiments. Si les animaux savent compter et chanter, peuvent se révolter contre l'injustice, se montrer dépressifs, ou même développer un sens de l'humour, il convient cependant de distinguer le vrai du faux.

**TOP CHEF**



21h00



Top Chef est une émission de télévision française de télé-réalité culinaire, diffusée sur M6 et quelques jours plus tard sur RTL-TVI, depuis le 22 février 2010. Pour cette nouvelle saison, les cuisines du concours Top Chef vont être le théâtre d'épreuves nouvelles et de challenges inédits. Le jury, composé d'Hélène Darroze, Philippe Etchebest, Paul Pairet et Michel Sarran, a invité des chefs ultra créatifs qui révolutionnent la gastronomie à participer à l'émission.

**DOC 2020 COMLOTS**



21h00



Darius Corrola, l'ancien interne, accuse Andrea d'avoir falsifié les données sur le Satonal. Lorenzo ne croit pas à cette version des faits, mais Marco le fait chanter : s'il parle, il dira à tout le monde que Lorenzo a pris de la drogue. Andrea veut parler à Corrola. Agnès l'en dissuade, mais elle rencontre l'interne en secret juste avant qu'il ne meure. Lorenzo est prêt à tout pour que son amie puisse recevoir une greffe de foie...



Web : www.lemidi-dz.com

Gérant : Reda Mehigueni  
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction  
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.18.22.67  
Rédaction : Tél-Fax : 023.18.22.67  
Publicité : Tél-Fax : 023.18.22.67  
publicite@lemidi-dz.com  
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP 01, avenue Pasteur, Alger

Impression :  
Centre : SIA Diffusion : Midi Libre  
EURL Midi Libre  
au capital social de 12.000.000 DA  
Compte Bancaire : SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16  
Adresse : 12 rue Fouzia-Moulahe Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

|         |       |
|---------|-------|
| Fajr    | 05:59 |
| Dohr    | 13:01 |
| Asr     | 16:10 |
| Maghreb | 18:40 |
| Icha    | 19:59 |

RÉGION MAGHRÉBINE

## Le Maroc poursuit sa politique d'inondation avec les drogues

Le Maroc poursuit sa politique d'inondation de la Région maghrébine avec les drogues, a affirmé l'analyste politique et militant sahraoui Bali Elkanti. S'exprimant sur les ondes de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, Bala Elkanti, a souligné que "malgré l'intensification des combats le long du mur marocain, cela n'a pas empêché les appareils officiels marocains de poursuivre leur politique d'inondation de la région avec les drogues qui constitue une réelle menace pour sa sécurité".

Le militant sahraoui a affirmé, que l'implication de l'armée marocaine dans le trafic de drogue et dans la traite humaine constituaient "une menace directe" pour la paix et la sécurité régionales et internationales, exhortant le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations-unies à exercer une pression sur le Maroc, afin de cesser ces pratiques qui attentent à la sécurité de ses voisins et de la région toute entière. Cette déclaration est intervenue, suite à l'opération menée récemment par les unités de l'Armée de libération populaire sahraouie (ALPS) dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogues et le crime organisé, qui s'était soldée par la saisie d'une quantité importante de drogues marocaines et d'armes.

Une unité des forces de l'Armée populaire de libération sahraouie relevant de la 1re Région militaire (secteur opérationnel du Doukj libéré), a saisi des quantités importantes de drogue, dans le cadre de la protection des frontières et des territoires sahraouis libérés et la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, a indiqué lundi un communiqué du ministère sahraoui de la Défense. Selon le communiqué, rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS), "la quantité saisie est estimée à 200 kg de haschisch traité, provenant du Royaume du Maroc, sachant que les services de renseignement marocains utilisent ce trafic



pour financer le crime organisé et les groupes terroristes activant dans les régions du Sahel et du Sahara, en particulier au nord du Mali. Ces quantités de drogue sont écoulées à travers des bases de l'armée marocaine au niveau de la ceinture de la honte, en vue de les introduire en Mauritanie, paye frère, et même sur le territoire malien".

Bali elkanti a indiqué que "l'implication de l'armée marocaine dans le trafic de drogues et la traite d'êtres humains" constituaient "une menace directe à la paix et la sécurité régionales et internationales".

"Le trafic de drogue est devenu, au cours de la dernière décennie, une principale source de financement pour les groupes terroristes et les bandes du crime organisé activant dans la région du Sahel et du Sahara", a-t-il ajouté.

Sidi Mohamed Amar a rappelé, dans ce sens, que le Maroc occupait la première place sur la liste des pays producteurs et exportateurs du cannabis dans le monde selon plusieurs rapports internationaux.

Le militant sahraoui a fustigé "l'ouverture par le Maroc de plusieurs points de passage au niveau de la région d'El Guergarat, au sud du Sahara Occidental, pour faciliter

le transit de marchandises prohibées y compris la drogue", notant que des centaines de camions et de véhicules traversent quotidiennement cette zone tampon vers les frontières mauritaniennes et au-delà, ce qui constitue une violation directe de l'accord de cessez-le-feu et de la convention militaire N 1.

Il a affirmé, à ce propos, que "la RASD, partant de ses engagements en tant qu'Etat membre de l'Union africaine (UA), œuvrait au renforcement des opérations de lutte contre le trafic de drogues, à travers l'ensemble des territoires sahraouis libérés, et à la consolidation de la coopération avec les pays voisins.

"Nous exhortons le Conseil de sécurité à faire pression sur le Maroc pour l'amener à assumer ses responsabilités régionale et internationale, et à cesser ces actes déstabilisants et menaçants pour la sécurité et la stabilité des pays voisins et de la région tout entière".

### L'inspiration du "modèle sioniste" pour autoriser le cannabis

De nombreuses voix s'élèvent au Maroc pour que le royaume chérifien s'inspire du

modèle de l'entité sioniste, pour autoriser la consommation du cannabis sous couvert des fins thérapeutiques. Après des décennies que la culture de la feuille de cannabis dessine les paysages du nord du Maroc, le débat se fait plus vif au Maroc où cette culture reste illégale, mais elle fait vivre des familles entières et se transmet de génération en génération". Le journal Al Ahdath Al Maghribia assure même, qu'il s'agit de la seule culture réellement adaptée au sol de ces régions chez l'un des premiers producteurs mondiaux. Les cultures de cannabis s'étendent sur 50.000 hectares et le Maroc bénéficie d'"un savoir-faire ancestral". En matière de cannabis, le magazine indépendant TelQuel suggère au gouvernement de "s'inspirer du modèle israélien". L'Entité sioniste a en effet autorisé le cannabis à des fins thérapeutiques depuis 2006. L'hebdomadaire évalue les gains à 100 milliards de dirhams (soit près de 10 milliards d'euros). Depuis quelques années, l'idée fait son chemin au Maroc, mais le pays n'a jamais sauté le pas. "Des tâtonnements encore insuffisants, alors que le marché mondial est en pleine expansion", souligne TelQuel. Chez l'Entité sioniste, l'exploitation du cannabis rapporte 1 milliard de shekels (plus de 2,5 millions d'euros), 60.000 Israéliens bénéficient de traitements à base de cannabis, et quelque 150 entreprises opèrent dans le domaine. Une manne à laquelle aspire une partie des Marocains. Entre 90.000 et 140.000 familles vivent déjà du kif, selon l'organisation Prohibition Partners citée par TelQuel.

### ACCIDENTS DE LA ROUTE 32 morts et 1.401 blessés au cours de la semaine écoulée

Trente-deux personnes ont trouvé la mort et 1.401 autres ont été blessées, dans des accidents de la circulation survenus au cours de la semaine écoulée (du 14 au 20 février), à travers le territoire national, a indiqué, hier, un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Batna avec 4 personnes décédées et 63 autres blessées, précise la même source. Concernant les activités de lutte contre la propagation du coronavirus, les unités de la Protection civile ont effectué durant la même période, 307 opérations de sensibilisation à travers 48 wilayas pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de distanciation sociale, ainsi que 248 opérations de désinfection générale à travers 48 wilayas, ayant touché les quartiers résidentiels et l'ensemble des édifices publics et privés. Les unités de la Protection civile ont procédé, par ailleurs, à l'extinction de 813 incendies urbains, industriels et autres et effectué 4.383 opérations d'assistance à des personnes en danger et diverses.

### ASSASSINAT DE ALI TOUNSI Report du procès au 4 mars

Le tribunal criminel près la Cour d'Alger a décidé, hier, le report au 4 mars prochain du procès de l'affaire de l'assassinat de l'ex-Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Ali Tounsi, dans lequel est poursuivi l'ex-chef de l'unité aérienne de la DGSN, Chouaïb Oultache, en raison du boycott de l'audience par les avocats. Le tribunal a ordonné, selon la présidente de l'audience, de ramener le dénommé Anis Rahmani, détenu à l'établissement pénitentiaire de Koléa (Tipasa), pour comparaître en tant que témoin dans cette affaire. L'ex Chef de l'unité aérienne de la DGSN est poursuivi pour "homicide volontaire avec préméditation, tentative de meurtre et possession d'arme à feu de 4e catégorie sans autorisation", dans l'affaire de Ali Tounsi, assassiné le 25 février 2010 dans son bureau, au siège de la DGSN.

Le tribunal criminel près la Cour d'Alger avait prononcé, le 27 février 2017, la peine capitale contre Chouaïb Oultache pour les faits qui lui sont reprochés.

### FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE NATATION L'AG électorale le 13 mars à Alger



La Fédération algérienne de natation, (FAN), tiendra son Assemblée générale électorale (AGE) le 13 mars (9h00), alors que l'Assemblée ordinaire (AGO) est prévue le 27 février à la salle de conférence du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf (Alger).

Les membres de l'AG procéderont, lors de la session ordinaire (9h00), à l'adoption du procès-verbal (PV) de l'AGO de 2019, avant de passer à l'approbation des bilans moral et financier de l'exercice 2020, ainsi que le rapport du commissaire aux comptes. Lors de cette AGO, les membres auront également à installer les Commissions de candidatures, recours et passation de consignes en vue de l'AGE.

Le président sortant de la Fédération algérienne de natation, Mohamed Hakim Boughadou, avait annoncé sa candidature pour un deuxième mandat olympique (2021-2024), à la tête de l'Instance fédérale.